

Besprechungen = Comptes rendus

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **4 (1997)**

Heft 3

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Nutzungsbedingungen

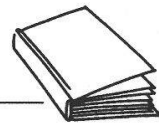
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THÉMATIQUES

JEAN-LUC MAYAUD ET PHILIPPE
HENRY (SOUS LA DIR. DE)

HORLOGERIES

LE TEMPS DE L'HISTOIRE

ANNALES LITTÉRAIRES DE L'UNIVERSITÉ
DE BESANÇON, BESANÇON 1995, 276 P.

Les relations transfrontalières ont joué un rôle important dans le développement de l'industrie horlogère en France et en Suisse. Jean-Luc Mayaud parle même, dans l'introduction au présent ouvrage, d'un véritable bassin horloger jurassien qui s'est caractérisé par des «échanges constants mais aussi des spécialisations complémentaires» (p. 17). Or, à l'instar de ce qui s'est passé dans l'industrie horlogère, on assiste également, depuis quelques années, au niveau de la recherche, à des transferts de savoir-faire, à de multiples échanges bilatéraux. Avec une certaine réussite, comme en témoigne cet ouvrage.

Celui-ci trouve en effet son origine dans la publication des textes du séminaire organisé par le *Groupe franco-suisse de recherche en histoire de l'horlogerie et des micro-mécaniques*. Cette équipe de travail, constituée il y a moins de cinq ans, a réuni à ses débuts des chercheurs issus de l'*Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel* et de l'*Équipe artisanat et proto-industrialisation* localisée à l'Université de Franche-Comté. Les objectifs de cet organisme correspondent parfaitement à son objet de recherche. En effet, les animateurs de ce groupe ne se contentent pas de confronter les résultats des études menées dans chacun des deux pays, mais ils essaient également de coordonner des méthodes et des projets de recherche.

Cet ouvrage est articulé autour de quatre parties. La première dresse un bilan historiographique fort utile des horlogeries suisse et française (en particulier les articles de J.-M. Barrelet et de J.-L. Mayaud). Dans une seconde partie, les auteurs s'attachent à présenter les nouvelles sources et les nouvelles approches de l'histoire horlogère. C'est dans cette partie que les modalités de la collaboration franco-suisse prennent vraiment forme. Deux études sont en effet menées, de part et d'autre de la frontière, afin d'établir une prosopographie des milieux horlogers aux XVIII^e et XIX^e siècles. Les deux bases de données devraient à terme fusionner et offrir ainsi de nombreuses possibilités de recoupement (voir l'article de C.-I. Brelot, consacré aux horlogers suisses de Besançon (1793–1924) et celui d'E. Fallet, portant sur le «fichier des horlogers neuchâtelois»). Il est à relever que ces échanges ne concernent pas uniquement les approches méthodologiques ou les sources, mais englobent également les logiciels et le traitement informatiques. La troisième section regroupe des études de cas diverses: une entreprise familiale neuchâteloise à la fin du XVIII^e siècle, dont l'un des membres se trouve à Lisbonne pour écouler la marchandise (H. Scheurer); l'attitude de l'industrie horlogère suisse vis-à-vis de la loi fédérale sur les fabriques durant le dernier quart du XIX^e siècle (J.-M. Barrelet); l'essor des établissements Bourgeois de Damprichard dans le Doubs, en partie grâce à une main-d'œuvre et des capitaux helvétiques (N. Petiteau) ou encore le développement de l'horlogerie dans la région de Merez, dans le haut Jura français aux XVIII^e et XIX^e siècles (J.-M. Olivier). La dernière partie s'intitule «Production locale et marchés». Elle est l'occasion de mettre en évidence la dissemblance des marchés investis. Alors que l'industrie française se préoccupe principalement de la conquête de son marché

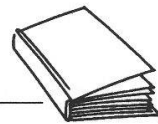
intérieur, les horlogers suisses, mais également les industriels de la micro-mécanique, sont très vite obligés de se tourner vers les marchés étrangers (voir les articles de L. Tissot sur l'entreprise Paillard (1875–1945) et de B. Veyrassat sur l'intégration du Jura horloger dans le négoce international au XIXe siècle).

Au-delà de cette division, quelques thèmes reviennent de manière récurrente dans un certain nombre d'études. La problématique de la mémoire et de la construction de l'identité nous semble à cet égard particulièrement intéressante. Dans un article très stimulant sur la perception de l'histoire de l'horlogerie neuchâteloise à la fin du XIXe siècle, Marie-Jeanne Liengme Bessire décrit de quelle manière, dans le dernier quart du XIXe siècle, des historiens «amateurs» se penchent sur leur passé afin de redonner une identité à une société traumatisée, déboussolée par la confrontation avec les nouvelles formes de production américaines découvertes lors de l'Exposition de Philadelphie en 1876. Dès lors, cette histoire, prenant pour thème les pères fondateurs de cette industrie, va créer une sorte d'archétype horloger «à partir d'un système de valeurs dont le travail était la notion faîtière» (p. 40), et ce à un moment où l'on croyait que ces valeurs étaient précisément en train de disparaître. Dans son essai d'historiographie, Jean-Luc Mayaud indique que l'écriture de l'histoire horlogère a également été dominée en Franche-Comté à la fin du XIXe siècle par le besoin de valoriser des métiers qui disparaissaient, puis, durant l'entre-deux-guerres, par des considérations nationalistes ou régionalistes. Il faudra attendre l'intrusion des historiens dans le domaine horloger après 1945 pour que se dégage une meilleure compréhension du développement de cette industrie dans cette région. Cependant, et

ont également répondu à une demande identitaire: «Les travaux récents et les recherches en cours qui trouvent leur légitimité scientifique en s'inscrivant parmi les divers courants du renouveau de la discipline historique répondent également aux interrogations du milieu étudié. La lente construction de l'horlogerie en objet historique mérite un examen d'autant plus rigoureux que l'horlogerie est de plus en plus vécue sur un mode patrimonial et identitaire, et qu'elle pose la question de la reconversion des savoir-faire.» (p. 71)

De nombreux articles s'inscrivent également dans la discussion ouverte, il y a plus de 20 ans, par Franklin Mendels sur la proto-industrialisation. Par manque de place, nous ne ferons que mentionner cet aspect, mais l'histoire de l'horlogerie permet d'apporter des éclairages nouveaux sur cette problématique, comme en témoignent les études abordant le concept du paysan-horloger (voir, entre autres, l'article de H. Scheurer, «Pay-sans-horlogers: mythe ou réalité?» ou ceux de N. Petiteau et J.-M. Olivier déjà cités).

Les contributions réunies dans ce volume sont la preuve que l'histoire de l'horlogerie ne se limite pas à une histoire locale; elles touchent des champs multiples de la recherche historique et permettent d'apporter des éclairages nouveaux sur un certain nombre de problématiques (financement des entreprises; proto-industrialisation; histoire technique; démographie, etc.). Cependant, elles révèlent également certaines lacunes de cette nouvelle historiographie. Le mouvement ouvrier est peu présent dans ces études; le champ politique et la question sociale sont souvent absents des discussions; le XXe siècle n'est pratiquement pas abordé. Autant de sujets qui figurent sur l'agenda de la recherche présenté par Jean-Luc Mayaud (p. 11).



On ne peut donc qu'espérer que ces propositions aboutissent.

Relevons pour conclure la qualité d'ensemble de cet ouvrage, dont l'un des grands mérites est de revaloriser la dimension collective de la recherche au sein d'une profession trop souvent encline à des réflexes individualistes.

Thomas David (Lausanne)

CATHERINE CARDINAL, FRANÇOIS JEQUIER, JEAN-MARC BARRELET, ANDRÉ BEYNER (ÉDITÉ PAR)

1291-1991

L'HOMME ET LE TEMPS EN SUISSE

INSTITUT L'HOMME ET LE TEMPS, LA CHAUX-DE-FONDS 1991, 399 P.

Ce livre a paru dans le cadre des commémorations du pacte de 1291. L'horlogerie n'est-elle pas inextricablement liée à l'image que l'on se fait un peu partout de la Suisse? Il ne s'agit pas d'une synthèse, mais d'une mosaïque de contributions destinée à faire le point sur ce que l'on sait et sur ce que l'on ignore encore.

L'ouvrage est organisé en trois parties. La première, d'une brièveté évocatrice de l'état lacunaire de nos savoirs, traite, du Moyen Âge final à notre siècle, des conceptions du temps et surtout de ses usages sociaux. La deuxième partie dresse, à un niveau régional (le plus souvent cantonal), l'inventaire de ce que l'on sait sur l'activité horlogère, si possible depuis le Moyen Âge. Ces mises au point régionales disent clairement tout ce qui reste à faire. Pourtant, dans la mesure où la plupart de ces textes reflètent la situation bibliographique actuelle et non pas la documentation disponible dans les archives, il n'y a pas à désespérer. À titre d'exemple, six pages sont consacrées au Valais, dont un quart de page seulement concerne l'avant-1900. Or on trouve dans

ce canton des horloges publiques depuis les années 1380 en ville et depuis le milieu du XVe siècle à la campagne; on y suit depuis le début du XVIIIe siècle la diffusion des horloges domestiques et des montres personnelles; on y repère quelque 500 horlogers actifs entre 1390 et 1900. Enfin, la troisième partie considère l'horlogerie suisse comme industrie, en passant en revue les aspects économiques, techniques et sociaux.

Dans la perspective d'une histoire sociale du temps, ce livre met en évidence aussi une lacune particulièrement ennuyeuse de la recherche: l'absence à peu près complète de données précises sur la diffusion des machines à mesurer le temps suivant la durée, la géographie et les paysages sociaux. On sait assez exactement combien de montres sortent des ateliers et des usines suisses, on sait à peu près vers quels pays elles sont exportées, mais comment savoir d'une manière plus précise qui achète ces machines?

Je tiens à signaler, pour finir, la beauté des images qui constellent ce livre, et la qualité de leurs commentaires.

Pierre Dubuis (Lausanne)

JAKOB MESSERLI
GLEICHMÄSSIG, PÜNKTlich, SCHNELL

ZEITEINTEILUNG UND ZEITGEBRAUCH IN DER SCHWEIZ
IM 19. JAHRHUNDERT

CHRONOS, ZÜRICH 1995, 296 S., FR. 48.-

Wer 1890 einmal um den Bodensee reiste, musste die Taschenuhr fünf Mal der jeweiligen Zeitzone anpassen. Wer sich um 1800 über die Alpen nach Süden begab, hatte eine komplizierte Umrechnungstabelle mitzuführen, um dortige Uhren ablesen zu können. Denn im Tessin und in Teilen Graubündens wurden die Stunden

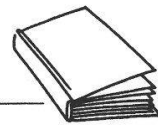
des Tages noch bis weit ins 19. Jahrhundert hinein vom Sonnenauf- beziehungsweise -untergang her gezählt, der sich von Tag zu Tag verschiebt. Ein Zeitvergleich mit Uhren, die nach dem datumsunabhängigen Mitternachtsfixpunkt gerichtet sind, gestaltete sich entsprechend schwierig. Innerhalb der kleinen Schweiz scheint ein solcher Zeitenplural heute fast undenkbar. Einheitliche Zeit ist als generalisiertes Kommunikationsmedium zu einer tiefsitzenden Selbstverständlichkeit geworden. Um so schwieriger wird es, ihr eine historische Dimension abzugewinnen. Das aus einer Berner Dissertation hervorgegangene Buch von Jakob Messerli versucht genau dies.

Ausgehend von Norbert Elias fasst Messerli die Zeit als Beziehung zwischen zwei oder mehreren Geschehensabläufen. Im Sinne eines gesellschaftlichen Regulativs erhält sie damit eine Geschichte, die auch Alltagsgeschichte ist. Im ersten und interessantesten Teil über die Zeiteinteilung liefert er eine ganze Reihe von Annäherungen an vergangene Alltagswirklichkeiten, die geradezu überraschende Entfernungen zur heutigen Normalität aufscheinen lassen. An Beispielen wie der «Italienischen Zeit» im Tessin, der «Mittagslinie», welche zur Bestimmung des höchsten Sonnenstandes – und damit der sogenannten «natürlichen» oder «wahren» Zeit – diente, und am kurios anmutenden Beispiel der «Basler Uhr», die den Mittag noch im 18. Jahrhundert mit einer Einsangab, verdeutlicht Messerli, dass Zeit als Referenzsystem eine eng lokale Bedeutung hatte. In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts fand ein Vereinheitlichungsprozess dieser lokalen Vielheit statt, der zu immer regelmässigeren und genaueren Zeitmassstäben führte, die in immer grösseren Räumen Gültigkeit erlangten. Mit der allmählichen Einführung einer Landeszeit (ab den 1850er

Zeit (1894) wurde der Schrumpfung des Raumes durch Telegraph, Eisenbahn und Dampfschiff Rechnung getragen. Ein ähnlicher Prozess spiegelt sich in der Verdrängung des Julianischen Kalenders durch den Gregorianischen.

Im eher knappen zweiten Teil zeigt Messerli, wie die Zeitbestimmung nach der vermeintlichen Bewegung der Sonne um die Erde im Verlauf des 19. Jahrhunderts durch bedeutend präzisere Methoden verdrängt wurde. Schon 1865 stand der unregelmässigen Sonnenuhr eine mechanische Genauigkeit im Bereich von Hundertstelsekunden gegenüber. Den in diesem Prozess notwendig werdenden Zugang zu entsprechenden mechanischen Uhren versteht er als Indikator dafür, wie sich die zunehmend rigide Zeitregulierung im Laufe des 19. Jahrhunderts zu einem sozialen Zwang entwickelt hat. Messerlis Auswertung von 2100 Konkursakten zeigt, dass Zeitbestimmungsmittel in der Schweiz – im Gegensatz zu einer These E. P. Thompsons – schon vor Industrialisierung und Fabrikarbeit beachtliche Verbreitung fanden.

Nach einem kurzen Exkurs über pietistische Zeitnutzungskonzepte und Benjamin Franklins Formel «time is money» versucht Messerli im letzten Teil seines Buches zu rekonstruieren, welches Verhältnis die Schweizer Bevölkerung gegen Ende des 19. Jahrhunderts zur Zeit hatte. 1174 belehrende Artikel aus rund 70 Blättern volkstümlicher Anweisungsliteratur dienen ihm als Quellen für den Zeitraum von 1851–1900. Während dieser 50 Jahre beschäftigte sich konstant circa ein Drittel der Texte mit dem bürgerlichen Zeitverständnis. Dessen Leitspruch «Zeit ist Geld» wurde dabei auch auf die nicht entlohnte häusliche Reproduktionsarbeit von Frauen angewendet. Ein zweites Thema ist die Bedeutung des Schlafes beziehungsweise der Ruhe. Hinter den betreffenden Artikeln stellt Messerli ein



Körperbild fest, das den menschlichen Körper als (Dampf-)Maschine konzeptualisiert, die ohne periodische Reparatur- und Erneuerungsphasen nicht ständig produktiv sein kann. Die entsprechenden Anweisungen zum «richtigen» Umgang mit dem Körper trugen gegen Ende des 19. Jahrhunderts zunehmend wissenschaftliche Züge. Während die Beschleunigung des Verkehrs und die wachsende Komplexität städtischer Lebenszusammenhänge noch bis circa 1880 eher positiv eingeschätzt wurden, stellt Messerli in den untersuchten Unterhaltungs- und Belehrungsblättern nach diesem Stichdatum überwiegend negative Bewertungen fest: Nervosität beziehungsweise «Neurasthenie» und die «Überbürdung» der Schulkinder mit Stoff wurden zu immer prominenteren Themen. Als Kur galten Erholung durch Schlaf, Sonntagsruhe und Ferien auf dem Land. Anschliessend an diese gängigen Rezepte gegen die Nervenschwäche deutet Messerli das historische Phänomen der Neurasthenie als körperlich gewendete Reaktion auf den Modernisierungsprozess.

Spätestens bei dieser medizinisch-geschichtlichen These werden in Messerlis Arbeit Lücken sichtbar: Aktuelle wissenschaftsgeschichtliche Ansätze, welche naturwissenschaftliche Tatsachen als soziale Konstruktionen untersuchen, glänzen durch überraschende Abwesenheit. Interessante Fragestellungen werden so übergangen. Die von Messerli gewinnbringend und alltagsnah aufgearbeitete Quellenbasis (ebenso wie die gleichsam neu eröffnete Quellengattung der Unterhaltungs- und Belehrungsblätter, zu deren Erschliessung der Autor einen wichtigen Beitrag geleistet hat) könnte etwa daraufhin befragt werden, inwiefern die als soziale Konstruktion verstandene Neurasthenie durch die Pathologisierung von Modernisierungskritik das Fortschrittsvertrauen der ent-

stehenden Schweizer Industriegesellschaft normalisierte. Ganz ähnlich ver-gibt Messerli auch im ersten Teil zum Beispiel die Frage danach, inwiefern die beschriebene Homogenisierung der Zeiteinteilung innerhalb der Einfluss-sphäre des jungen Bundesstaates dazu beitrug, den nationalen Zusammenhalt zu stärken. Und er fragt im zweiten Teil nicht danach, welche Neubewertung die durch technische Zeitbestimmungs- präzision entwertete Natur in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts erfuhr. Zeit als «soziale Übereinkunft» (111) bleibt in seiner deskriptiven Untersuchung überraschenderweise Nebensache. Dabei könnte doch gerade die soziale Kon- struktion dieser Normalität Anlass zu interessanten Überlegungen bieten. Warum dreht Messerli die materialreich widerlegte These E. P. Thompsons nicht zu der Frage um, inwiefern die Verbrei- tung der mechanischen Uhr im 18. und frühen 19. Jahrhundert erst den Boden bereitete für die Disziplinierung des Zeitgebrauchs im Laufe der Industria- lisierung?

So beschränkt sich der Autor darauf – und das ist leider ein eher dürftiges Fazit –, eine solide Quellenbasis aus- zubreiten, auf welche mutigere und brei- ter angelegte Arbeiten zur sozialen Kon- struktion der Zeit in der Schweiz des 19. Jahrhunderts zurückgreifen können.

Daniel Speich (Zürich)

FRANCESCO MAIELLO
HISTOIRE DU CALENDRIER
DE LA LITURGIE À L'AGENDA

ÉDITIONS DU SEUIL, PARIS 1996, 294 P., FF 145.–

De Londres à Rome via Paris, Bruxelles ou Genève, l'auteur de cet ouvrage a couru l'Europe...

Cette course de bibliothèque en bibliothèque consista à repérer les imprimés qui, depuis le Moyen Âge, sont identifiés sous le terme générique et polysémique de calendrier ou d'agenda. Il en dénombre 5000, édités du milieu du XV^e siècle à la fin du XVIII^e siècle. À partir de cette production livresque spécifique, ce jeune historien livre une lecture du temps qui ne manque pas d'intérêt mais qui ouvre plus l'appétit qu'elle ne rassasie.

L'absence d'une conclusion digne de ce nom est par exemple fort décevante. L'auteur s'y achoppe sur une pseudo-querelle autour de l'anachronisme de l'historien, avance péremptoirement «l'usure» de l'histoire, nouvelle variante sans doute de la mort de l'histoire, et dénonce les excentricités gratuites de «l'histoire des mentalités» considérée comme une réalité bien installée alors que le vocable même ne satisfait personne et a été depuis longtemps soumis à de vives critiques.

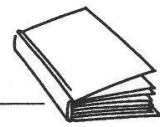
Pourtant, F. Maiello avait vu grand en voulant appréhender les rapports qu'une société entretient avec le temps par l'analyse des effets de la réforme calendaire grégorienne de 1582. Problème: les sources sont restées muettes et la recherche sur les «réactions» à la mesure pontificale s'est muée en analyse des conditions historiques qui expliqueraient cette absence de «réactions». En conséquence, le «calendrier» a été interrogé dans son historicité au même titre, finalement, que toutes les autres productions humaines. Maiello a donc reconstitué la fresque historique d'un objet au contenu et aux formes changeantes en procédant chronologiquement par l'élaboration de petites notices, souvent associées à des narrations très vivantes des événements accompagnant tel ou tel emploi du calendrier. Visiblement, Maiello aime raconter des histoires que l'élégante traduction de

Nathalie Bauer rend plaisantes, mais le statut de la preuve y gagne-t-il quelque chose?

La course de l'historien n'a toutefois pas été vaine. L'ampleur de la tâche est impressionnante et le balisage chronologique n'a pas dû être une mince affaire. L'idée que la perception du temps et sa mesure sont des phénomènes historiquement construits n'est toutefois pas neuve. L'intérêt de l'ouvrage tient donc plus au dépassement d'une intuition par l'inscription narrative de l'enquête dans la longue durée d'une production imprimée, selon la bonne vieille recette. Parmi les points à souligner, il y a la question de l'usage d'un bien qui n'a pas eu pour fonction immédiate de permettre aux individus de planifier leur emploi du temps. Maiello évite avec raison d'en conclure que cette planification n'existait pas, mais – malgré ses notes sur les «tablettes» – il n'arrive pas à situer l'utilisation du calendrier au cœur des autres usages liés à la gestion du temps. C'est beaucoup demander, me dira-t-on, mais ce serait la condition pour assurer à cette recherche son plein rayonnement.

Je terminerai sur une note moins académique. L'ouvrage – malgré la difficulté que chacun éprouvera à se représenter les outils médiévaux de mesure du temps (l'iconographie est une fois encore indigente...) – présente avec clarté et précision ce que d'autres hommes ont pu concevoir. Comme un enfant qui découvre les techniques de poterie antique, on se prend à tester avec ses doigts les trucs mnémotechniques décrits et le ravissement naïf de voir que «ça marche» est un moment qui justifie à lui seul l'achat de ce livre.

Frédéric Sardet (Yverdon-les-Bains)



NORBERT ELIAS
DU TEMPS

ÉDITIONS FAYARD, PARIS 1996, 223 P., FS 35.-

Ce grand petit livre a eu une histoire compliquée. Une première partie du texte a été écrite en anglais mais a paru en plusieurs morceaux en 1974-1975, dans une revue néerlandaise. Elias a repris ce texte en 1984, l'augmentant considérablement et le munissant d'une copieuse introduction. Le tout a été traduit en allemand et a paru en 1984, en anglais en 1992 et enfin en français l'an dernier.

Avec la déroutante simplicité que permet un immense métier, Elias montre que le temps est une construction de l'homme. Mais – et c'est là ce qui le recommande aux historiens de la société – il ne s'agit pas d'un «simple» cadre mental de perception, mais d'une construction sociale, opérée en quelque sorte par le groupe «dans» les individus qui le forment, et cela pour répondre à des besoins divers et évolutifs.

Cette manière de voir représente pour l'historien un cadre conceptuel général qui rend possible l'histoire sociale du temps, c'est-à-dire l'histoire de quelque chose qui n'existe pas.

Pierre Dubuis (Lausanne)

ALAIN CORBIN
L'AVÈNEMENT DES LOISIRS,
1850-1960

ÉDITIONS AUBIER, PARIS 1995, 471 P., FS 73.-

Il aura donc fallu attendre 1995 pour qu'apparaisse en France une véritable synthèse sur l'histoire des loisirs. Non pas que ce territoire ait été complètement laissé en friche par les historiens français – et plus largement francophones. Mais leurs initiatives ont souffert des multiples détours qu'ils se sont imposés pour livrer

des travaux en état d'équilibre, parfois précaire, entre les aspects culturels, idéologiques, politiques d'activités dont on n'osait pas dire ce qu'elles étaient vraiment eu égard à leur caractère futile et peu sérieux. À la différence des historiens anglo-saxons qui forgèrent rapidement le terme de «leisure history» pour délimiter ce chantier, et de plusieurs sociologues qui tracèrent déjà les contours de la «civilisation des loisirs» dans les années 60, les historiens français des loisirs se retranchèrent ainsi pudiquement dans ce que, par convention, on désigna longtemps les «mentalités», fourre-tout commode dans lequel on mettait tout ce qui n'entrait pas dans l'histoire économique, sociale ou politique.

C'est dire que l'ancrage anglo-saxon peut s'appuyer sur une longue réflexion conceptuelle et méthodologique qui a abordé ce sujet de front et dans toute son étendue: de la nature des activités (sports, récréations, spectacles, jeux), à leur orientation sociale (loisir urbain/rural, bourgeois/populaire) et aux politiques assurant leur développement (actions ouvrières/patronales, impulsions commerciales, engagement des pouvoirs publics, etc.). Si le premier chapitre de l'ouvrage recensé ici porte sur «les Anglais et les loisirs» et affirme à sa manière le caractère pionnier d'une société rapidement dévoreuse de loisirs, il rend en quelque sorte aussi hommage à cette précocité historiographique.

Dans cette perspective, rien d'étonnant si, en France, Alain Corbin s'est dégagé de la mêlée pour aborder, à la suite de ses travaux sur les sociabilités et les imaginaires, les aspects complexes de ces périodes de temps où l'on ne travaille pas. Mais on aurait tort de considérer son ouvrage comme la résultante d'une course poursuite pour rattraper le retard accumulé sur l'historiographie anglo-saxonne. Avant que Norbert Elias ne

renouvelle entièrement les perspectives des historiens en la matière, les travaux de l'école anglosaxonne ont été fortement marqués par les controverses idéologiques dominantes. D'un côté, les loisirs sont interprétés comme une conquête sociale marquant l'aboutissement des revendications ouvrières sur la réduction du temps de travail; de l'autre, ils sont la résultante de l'efficacité du capitalisme qui engendre des gains de productivité tels qu'il rend possible une amélioration des conditions de vie. Dans ce dernier cas, l'octroi de loisirs s'accompagne encore de leur contrôle par les élites. Volontarisme social et luttes politiques d'un côté, inflexibilité des lois économiques doublée d'un encadrement oppressif de l'autre, ont résumé le débat.

Loin d'être insensibles à ce cadre conceptuel, Alain Corbin et ses collaborateurs sont cependant surtout attentifs aux usages du temps libre. Ils engagent les réflexions sur la manière dont les loisirs sont inventés, représentés, vécus, modifiés et agencés. Si plusieurs contributions abordent le cas français dans sa spécificité et son originalité, les approches transnationales et transculturelles donnent à l'ouvrage un intérêt supplémentaire.

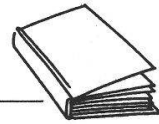
Sur le plan de la naissance et la diffusion des activités de loisirs, les chapitres d'Alain Corbin sur la pêche à la ligne, le jardinage et le football, celui de Jean-Claude Facry sur les loisirs ruraux, d'André Rauch sur les vacances ou encore ceux de Gabriella Turnaturi et Julia Csergo sur le divertissement citadin révèlent la perméabilité des pratiques, individuelles ou collectives, qui s'affirment à terme comme des normes de comportement. À cet égard, la circulation des objets culturels s'inscrit au préalable dans des filières socialement très cloisonnées; mais elle se débarrasse à terme des garde-fous qui les maintenaient à l'abri

travers diverses modalités et sous la pression de facteurs qui se différencient d'une activité et d'une région à l'autre.

De ce point de vue, l'action du Bureau International du Travail, mais aussi les conditions créées par les régimes nazi et fasciste, ou encore le Front Populaire, soulignent la période charnière de l'entre-deux-guerres qui met en scène l'État et plus généralement les pouvoirs publics, comme le montrent les contributions d'Anne-Marie Thiesse, Jean-Claude Richez et Léon Strauss. Sur des socles idéologiques bétonnés et dans la perspective d'objectifs déterminés, les loisirs s'organisent, se hiérarchisent et se développent loin des supports traditionnels et élitistes qui les avaient vu naître dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Enjeux de taille parce qu'associés, selon les cas, à des visions de la société où l'épanouissement individuel doit se conjuguer avec la régénération physique exigée par le travail industriel, les loisirs sont au centre d'attentes qui préfigurent certes l'avènement des loisirs de masse de l'après-guerre, mais aussi la Seconde Guerre mondiale elle-même. Qui mieux que le premier Secrétaire d'État aux loisirs sous le Front Populaire, Léo Lagrange, avait exprimé les ambiguïtés qui entouraient la «démocratisation» des loisirs en disant en 1936 que «nous ne voulons pas que notre action ait pour seul objet de mettre dans les mains de nos jeunes un fusil»? Aussi, avant d'en découdre sur les champs de bataille, toute une jeunesse s'était-elle préparée au combat grâce aux jeux de balle et... aux congés payés.

Longtemps appréhendés comme les résidus des politiques économiques et des enjeux sociaux qui dominaient les sociétés industrielles, les loisirs trouvent dans l'ouvrage d'Alain Corbin toute la considération historiographique qu'ils méritent.

Laurent Tissot (Neuchâtel)



JEAN CHESNEAUX
HABITER LE TEMPS
PASSÉ, PRÉSENT, FUTUR: ESQUISSE
D'UN DIALOGUE POLITIQUE

ÉDITIONS BAYARD, PARIS 1996, FF 150.-

Jean Chesneaux est de ces rares auteurs pour qui la science et l'engagement politique – ou «civique» – sont indissociables. Auteur de plusieurs ouvrages de référence sur la Chine et le Pacifique, il a écrit, en 1976, *Du passé faisons table rase? À propos de l'histoire et des historiens*, qui a suscité des réactions assez vives chez les historiens. Dans son nouvel essai, Chesneaux entreprend une méditation critique et «engagée» sur notre rapport-au-temps, dont le but est à la fois de dénoncer les perversions de ce rapport dans le monde occidental contemporain, d'inviter les historiens à considérer d'un autre œil la dialectique passé-présent-futur, et de pousser les hommes à renouer avec l'espérance d'un monde meilleur, en «habitant le temps». Autant dire que par sa volonté de valoriser la conscience politique et la responsabilité citoyenne de chacun d'entre nous, Chesneaux s'inscrit en faux contre les tendances actuelles et fait véritablement acte de résistance.

La première partie du livre montre de quelle manière les individus comme les sociétés sont les victimes, dans leurs rapports au temps, des effets néfastes de la «modernité». Temps soumis au diktat de la technique et de l'économie, temps de la nature dérégulé par le temps de la société marchande, et temps qui se réduit à la fuite dans l'immédiat, l'instant, le présent détaché du passé et du futur. L'informatique, le génie génétique, le nucléaire et l'exploration spatiale ont profondément bouleversé les échelles du temps. Sans nier leur part de progrès, l'auteur souligne surtout les conséquences négatives de ces innovations: contraintes rigides et servitudes aliénantes, effets

secondaires insoupçonnés (les déchets nucléaires), incapacité à comprendre la complexité des réalités de notre monde, etc. Les individus sont stressés et broyés par des emplois du temps délirants dans lesquels entrent en concurrence les temps biologique, économique, domestique et personnel. L'environnement est irréversiblement menacé, sinon détruit par notre modèle de développement productiviste. Cette première partie se termine par une incontournable relecture du 1984 de Gorge Orwell – qui n'apporte toutefois pas grand chose de nouveau.

La deuxième partie est celle qui concerne le plus directement l'historien. Elle s'ouvre par une mise au point qui rappelle notamment les deux philosophies du temps majeures qu'ait connues la civilisation européenne: la temporalité judéo-chrétienne qui, mettant fin aux anciennes visions cycliques et mythiques du temps, assigne à l'histoire humaine un *sens* et une *finalité* (voir le plan divin de saint Augustin et la notion de salut); puis les Lumières, qui affichent une confiance aveugle dans le *progrès* et la *raison*. Alors que, depuis le XVIIIe siècle, tous les «grands récits» – y compris bien sûr le marxisme – étaient sous-tendus par l'idée de progrès, ne faut-il pas, se demande l'auteur à la vue des désordres planétaires actuels (chômage, agressions contre l'environnement, nouvelle pauvreté, croissance démographique dans le sud, explosion des banlieues, dépolitisation, drogue, crise des identités culturelles, etc.), changer de culture du temps et réfléchir à une «temporalité de responsabilité active», fondée sur le constat des soubresauts, des régressions, des changements brusques, de la non-linéarité de l'histoire?

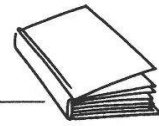
Passionnants sont ensuite les trois chapitres qui traitent des historiens et de l'histoire face aux exigences de la société. En faisant référence à Reinhart Koselleck, Giorgio Agamben, Julius T. Fraser,

Hannah Arendt ou encore Michel de Certeau, Chesneaux appelle les historiens à davantage de réflexion théorique sur le temps et la temporalité. Surtout, il s'élève contre le paradigme classique de l'histoire, selon lequel il faudrait rester confiné au seul passé. Pour Chesneaux, il est indispensable que les historiens intègrent le présent – assumant du même coup leur *présence au monde* – tout en s'ouvrant sur l'avenir. De Marc Bloch («L'érudit qui n'a goût de regarder autour de lui ni les hommes ni les choses ni les événements... fera bien de renoncer sagement au nom d'historien») à François Bédarida («L'historien du temps présent ne saurait se soustraire à sa responsabilité morale en tant que citoyen»), divers historiens sont alors cités à titre d'exemples... même si dans les faits, observe l'auteur, ces pétitions de foi ne se concrétisent pas toujours. En effet, les historiens du temps présent, par exemple, n'ont-ils pas tendance à vouloir compenser l'absence de «recul» par une distance intellectuelle accrue entre eux-mêmes et l'objet de leur recherche? «Pourront-ils un jour accéder, s'interroge Chesneaux, au rôle éminent de «passeurs de temps» au lieu de s'y dérober, et ce dans un domaine du savoir historique où tout devrait les y préparer?»

Chesneaux reprend à son compte les *Passages* de Walter Benjamin pour prôner une «révolution copernicienne», qui ferait du présent le point fixe de l'historien, à la place du passé. «Prendre le présent comme «point fixe», écrit-il, signifie [...] que le passé sera l'objet d'une réflexion, presque au sens optique du terme: les rayons en provenance du présent viennent illuminer [...] le passé, mais pour *revenir* au présent. C'est ce présent qui agit, qui émet ces rayons en fonction de sa dynamique propre. Mais si cette réflexion à partir du présent et en direction du passé revient au présent – ce qui est une dé-

arrêter. La métaphore optique est ici tout à fait appropriée, en ce qu'elle prolonge *vers l'avenir* ce mouvement de réflexion.» Cette définition correspond également, d'après le même, à celle du «bon usage du passé». Si l'on admet communément – et parfois en le déplorant – que toute histoire est histoire du présent, il est en revanche assez rare de revendiquer pour le passé une pareille solidarité avec le présent et avec l'avenir. Comme le relève l'auteur, «dans sa radicalité, le retournement benjaminien entre passé et présent est une démarche conjointe de l'intellect et de la *praxis*; il met en cause la conscience sociale et sa relation d'ensemble au passé [...]». Suivant cette conception, des historiens aux options politiques très divergentes ne pourraient mener de concert une réflexion féconde sur le passé... Il s'agirait donc de «briser le consensus tacite, les règles de savoir-vivre, la coopération de bon aloi qui permettaient que se retrouvent, sur un même «terrain» du passé, des personnes que tout sépare dans le rapport à la réalité sociale»...

Dans le chapitre «Bon usage du passé? Repères pour l'avenir?», est abordé le problème de la mémoire – notamment de la mémoire publique contrôlée par l'État –, du patrimoine et des racines. Chesneaux y note l'importance identitaire que peut revêtir la mémoire pour les collectivités (les peuples colonisés, etc.) ou les groupes sociaux (les femmes, les ouvriers, etc.) qui ont été marginalisés et niés dans leur passé. Les sociétés démocratiques, affirme-t-il, ont intérêt à s'appropriier leur passé, tout leur passé, à découvrir leurs racines dérangeantes, non conformes aux versions officielles de l'histoire. Elles sont généralement amenées à réévaluer leur passé à la faveur des mutations historiques et des priorités de l'avenir. C'est au nom de l'avenir par exemple qu'Israël devrait se dégager du



seul horizon de la *Shoah*, que la démocratie japonaise devrait affronter son passé militariste, que la France devrait revoir son passé colonial... et – ajouterons-nous – que la Suisse devrait intégrer à sa conscience nationale sa politique d'avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Un détour par Benjamin (1892–1940) et Charles Péguy (1873–1914) permet à l'auteur d'affirmer sa parenté d'idées avec ces deux écrivains, en particulier avec le philosophe allemand pour qui la fonction de l'«historien révolutionnaire» est d'attiser la flamme de l'espérance dans le cœur des hommes...

La troisième partie, qui marche dans les pas de Chateaubriand, se penche sur la mondialisation du temps et plaide pour le respect des particularismes culturels régionaux et nationaux, ainsi que pour les vertus heuristiques du voyage, étant entendu que les lieux de haute culture sont aussi des lieux de haute temporalité.

La dernière partie, quant à elle, est une sorte de manifeste, qui s'intitule «Pour une reconquête du temps». S'opposant aux «postmodernes» et aux «déconstructionnistes» pour qui le futur est devenu opaque, inaccessible et vide de sens, Chesneaux refuse de céder aux sirènes de notre époque. Selon lui, il est plus que jamais nécessaire de réfléchir au *sens* de l'histoire, en écartant le principe d'un modèle unique de développement (que ce soit celui de la «technoscience» et du Fonds monétaire international, celui de la *deep ecology*, etc.). Les tragiques expériences du XXe siècle, dit-il, ne doivent pas nous inciter à abandonner toute vision cohérente du devenir. Il faut une «philosophie qui renonce à normaliser le devenir en fonction de systèmes rigidement préétablis, qui ne se dérobe pas non plus devant la prétendue opacité du futur, mais qui soit capable de l'affronter dans son mouvement ouvert, flexible, discontinu et au besoin conflictuel». D'où

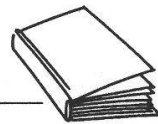
la synthèse qui est finalement opérée entre deux œuvres considérées en général comme antithétiques, à savoir le *Principe Espérance* d'Ernst Bloch (1885–1977) et le *Principe Responsabilité* de Hans Jonas (1903–1993).

La pensée de Chesneaux s'inscrit incontestablement dans la tradition marxiste. Elle demeure opposée au capitalisme, mais récuse le dogme économiste et est profondément écologiste. On aurait tort toutefois de réduire l'ouvrage à ses seules thèses politiques. Chesneaux nous offre une réflexion très riche, illustrée par de nombreux exemples puisés notamment dans la culture orientale. On retiendra encore son éclairage critique sur l'historiographie française, en particulier celle qui, avec Pierre Nora, s'est engouffrée dans la brèche des «nouveaux philosophes» et du «postmodernisme». Les *Lieux de mémoire*, vaste œuvre éditoriale dirigée par l'historien français susmentionné, «à la fois manifeste et chantier de l'histoire déconstruite», écrit Chesneaux, sont vertement critiqués pour leur «philosophie négative» qui se complaît dans une attitude de démission face aux responsabilités sociales de l'historien. «Passé et présent [...] sont considérés comme radicalement extérieurs l'un à l'autre, sans que leur articulation puisse nourrir une quelconque capacité à agir ensemble; leur relation ne serait plus que «patrimoniaire», donc aussi diverse, dispersée, réifiée surtout, que ce patrimoine lui-même.» L'auteur exprime bien le malaise qui peut nous saisir à la lecture de cette œuvre monumentale qui, d'un côté, a pris la mesure du désarroi des contemporains en manque de repères, et qui, d'un autre côté, ne répond à la demande sociale que «sur un mode lui-même déconstruit, dilatoire, indifférent aux priorités du devenir et aux crises de notre temps, se contentant d'offrir un passé éclaté en mille symboles divers».

Voilà donc un texte qui, après d'autres, pose des questions fondamentales sur le métier d'historien *et* l'activité de citoyen, conçus ici comme allant de pair. En dépit de certaines

affirmations qui me paraissent discutables, on ne peut que saluer le courage d'un essai aussi peu conformiste.

Luc van Dongen (Genève)



ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GÉNÉRAUX

THOMAS HILDBRAND
**HERRSCHAFT, SCHRIFT UND
GEDÄCHTNIS**
DAS KLOSTER ALLERHEILIGEN UND
SEIN UMGANG MIT WISSEN IN
WIRTSCHAFT, RECHT UND ARCHIV
(11.–16. JAHRHUNDERT)
CHRONOS, ZÜRICH 1996, 461 P., FS 78.–

Il arrive qu'un monastère soit choisi froidement, si l'on peut dire, comme champ d'étude par un historien attentif à disposer d'un corpus de sources assez vaste pour déployer sa problématique. C'est ce qui vient d'arriver à l'abbaye de Tous-les-Saints à Schaffhouse, dont les fonds d'archives ont permis une étude de la pratique de l'écrit entre le XIe et le XVIe siècle.

S'il est considéré dans une perspective à la fois typologique et quantitative, l'écrit est en lui-même une source pour l'historien; or, trop souvent encore, on ne se soucie des documents que pour leur contenu et on regarde la masse actuellement conservée des archives d'une institution ou d'une région que comme le résultat de trop de hasards pour autoriser des conclusions: un incendie de plus ou de moins, des souris plus ou moins voraces et tout serait différent... D'une grande exigence conceptuelle, la thèse de Thomas Hildbrand refuse cette facilité et se révélera comme une étude exemplaire des sources produites par une institution, considérées comme un ensemble articulé, moyen d'administration, mais aussi source de légitimité; elle est aussi un bel exemple d'étude du «passage à l'écrit» dans une région d'Europe.

C'est une contribution notable à la transformation de la diplomatique, science si minutieuse des actes qu'elle devient poussive dès qu'il y en a beaucoup. L'Occident «passe» à l'écrit au XII–XIIIe siècle, selon un mouvement qui va du sud vers le nord et de l'ouest vers l'est. Or, la diplomatique cesse le plus souvent ses efforts à ce moment, signe un peu malheureux d'impotence (à quand une véritable science des sources administratives non seulement de la fin du Moyen Âge, mais des siècles plus récents?). Il s'agit de développer une histoire de l'écrit et du document pour les périodes où l'écrit est massivement employé, comme c'est le cas à Schaffhouse dès la fin du XIIIe siècle.

À ce titre, la riche partie théorique, nourrie des travaux anglais et allemands qui ont fait école, aurait pu s'inspirer aussi de l'Italie. À part l'inévitable référence à Eco, ce pays est absent, alors que sa situation documentaire (v. p. ex. Jean-Claude Maire Vigueur, «Révolution documentaire et révolution scripturaire: le cas de l'Italie médiévale», *Bibliothèque de l'École des Chartes* 153 [1995], 177–185) et les réflexions qu'elle suscite chez ses historiens (A. Petrucci notamment) auraient pu amener l'auteur à donner à l'écrit sa pleine dimension, en étudiant symétriquement la production libraire et la production documentaire. En effet, l'abbaye, qui a une importante bibliothèque, est aussi un lieu de production de manuscrits. On aurait pu lier bibliothèque et archives tant statistiquement – on constate par exemple le même fléchissement au milieu du XIIe siècle – que techniquement: le monastère utilise à certaines époques exactement le même type d'écriture pour ses manuscrits et ses chartes. De ce fait, le récent *Katalog der mittelalterlichen Handschriften der Ministerialbibliothek Schaffhausen*, de R. Gamper, G. Knoch-Mund et M. Stähli (Dietikon-

Zürich 1994), apparaît comme un complément révélateur (v. notamment 11–37), dans la mesure où l'essentiel des manuscrits répertoriés vient de la bibliothèque de Tous-les-Saints et y a même souvent été écrit.

Cette étude intéressera autant par le gros effort de conceptualisation que par la richesse des informations mises en œuvre. Signalons la question du passage du latin à la langue vulgaire, celle des techniques d'informations et des rapports que tel type de source implique avec les dépendants du monastère, celle encore, plus politique, des rapports en quelque sorte défensifs qu'entretient un monastère avec les institutions municipales, importante dans le cas de Schaffhouse où la ville se transforme lentement en État.

Jean-Daniel Morerod (Neuchâtel)

STEFAN SONDEREGGER
LANDWIRTSCHAFTLICHE
ENTWICKLUNG IN
DER SPÄTMITTELALTERLICHEN
NORDOSTSCHWEIZ
 EINE UNTERSUCHUNG AUSGEHEND
 VON DEN WIRTSCHAFTLICHEN AKTI-
 VITÄTEN DES HEILIGGEIST-SPITALS
 ST. GALLEN

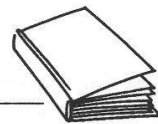
STAATSARCHIV ST. GALLEN, ST. GALLEN 1994, 509 S.,
 MIT ABB., FR. 78.–

Frühere Historiker massen in Zeiten, in denen die «histoire événementielle» bestimmend war, sogenannten Wirtschaftsquellen offenbar wenig Bedeutung bei, als sie im Zuge einer Archivrevision eine Reihe von Urbaren, Schuld- und Zinsbüchern des St. Galler Heiliggeist-Spitals vernichteten. Welchen Erkenntnisgewinn man mit einer methodisch reflektierten Auswertung serieller Quellen erzielen kann, führt Sonderegger in seiner vorbildlichen Zürcher Dissertation vor. Sie ist

mehr als «nur» eine Geschichte der «landwirtschaftlichen Entwicklung in der spätmittelalterlichen Nordostschweiz». Sie ist auch ein Stück Stadtgeschichte, welche die inneren Verhältnisse des Heiliggeist-Spitals in St. Gallen analysiert, einer unter städtischer Aufsicht stehenden Fürsorgeinstitution. Das Buch ist ebenso ein Beitrag zu den Stadt-Land-Beziehungen und ihren Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Produktion nach der Agrarkrise des 14. Jahrhunderts, mit der agrarwirtschaftlichen Regionalisierung, dem Ausbau von Spezialkulturen (Weinbau, Gartenbau) und der Etablierung einer leistungsfähigen Viehzucht im voralpinen und alpinen Raum.

Der Wandel von der frühmittelalterlichen silvopastoralen Wirtschaftsweise hin zur hoch- und spätmittelalterlichen Mischwirtschaft über die Ausdehnung von Ackerflächen und Wiesen ist urkundlich kaum fassbar, das Verhältnis zwischen Weideland, Ackerfläche und Weinbau unbekannt. In den voralpinen Gebieten des Appenzellerlandes finden wir nicht die «klassische» räumliche Organisation der Dorfgemarkungen vor, die Dreigliederung in 1. den Wohnbereich mit Hofstätten und Gärten, 2. die verzegelte Ackerflur und das Wiesland, 3. die Allmende. Vielmehr herrschten die Egartenwirtschaft (periodischer Wechsel zwischen Gras- und Getreidebau) sowie die Individualnutzung der Ackerflur ohne Flurzwang vor. Innerhalb des Allmendbereiches hat man sich «viele kleinere Gehöftegruppen oder alleinstehende Höfe mit dazugehörigen Ackerparzellen» vorzustellen.

Im 14. Jahrhundert setzte eine Dynamik ein, welche den Ausbau des urbarisierten Landes, die Umwandlung überkommener Nutzungsformen und den Rückgang des Getreidebaus umfasste. So begründete Abt Ulrich Rösch erhöhte Zehntenforderungen gegenüber den Ap-



penzellern damit, dass sich das Land seit den Appenzeller Kriegen «vast gewyttret und grösser dann es vor dem krieg» gewesen sei. Die Monetarisierung des Zehnten (Getreide- und Gartenzehnten) scheint sich schon vor 1400 eingebürgert zu haben. «Der Zwang zum Getreidebau allein des Zehnten wegen war also nicht mehr gegeben» (39), woraus die faktische Trennung der Solleinnahmen der Grundherrschaft von der tatsächlichen Ertragsart der abgabepflichtigen Parzellen resultierte. In diesem Umstand erkennt Sonderegger eine Voraussetzung für die landwirtschaftliche Spezialisierung der drei Zonen der Mischwirtschaft mit vorwiegend Getreidebau, der Viehwirtschaft und des Weinbaus. Sie stützt sich auf die Nachfrage städtischer Absatzmärkte. Für die Umsetzung ihres Innovationsstrebens bedurften die ländlichen Produzenten der Investitionsbereitschaft städtischer Kapitalgeber. Träger städtischer Investitionen in die Landwirtschaft waren Bürger/Kaufleute sowie die Spitäler mit ihrem umfangreichen Landbesitz.

Eine reiche archivalische Überlieferung dokumentiert die Wirtschaftsführung des st. gallischen Heiliggeist-Spitals. Anhand von Rechnungen und Schuldbüchern untersucht Sonderegger die real vollzogenen ökonomischen Transaktionen zwischen dem Spital und seinen Leihnehmern. Seine Ausführungen unterstreichen, wie falsch die mancherorts herumgeisternde Vorstellung einer autarken, auf dem Subsistenzprinzip beruhenden mittelalterlichen Landwirtschaft ist. In der Nordostschweiz ergänzen sich drei Wirtschaftszonen: Das Fürstenland, der Oberthurgau und das untere Toggenburg mit Mischwirtschaft, das St. Galler Rheintal mit dominierendem Weinbau und das obere Toggenburg und Appenzellerland mit Viehwirtschaft. Sonderegger weist nach, dass das Spital eine aktive Rolle bei der Förderung des Weinbaus spielte. Es

erweiterte seine Rebflächen und traf verschiedene Massnahmen zur Steigerung der marktorientierten Weinproduktion. In der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts verbuchte es schliesslich Einnahmesteigerungen aus dem Weinverkauf. Es förderte die Weinkultur, indem es die in Halbpacht verliehenen Güter in den ertragslosen Anfangsjahren von Abgaben befreite, hälftig die Finanzierung der Rebstickel oder des Düngers übernahm, die Beschaffung des Düngers unterstützte, sich finanziell an den Erntekosten beteiligte.

Seine zentrale wirtschaftliche Rolle bestand darin, Güter und Lebensmittel zwischen den spezialisierten Zonen zu vermitteln, beispielsweise die Rheintaler Weinbauern mit Getreide aus der Region nordwestlich des Alpsteins zu beliefern. Die Rheintaler Pächter in Rheineck, St. Margrethen, Berneck, Rebstein, Altstätten erhielten Rebstickel, Bauholz und (Kuh-)Mist aus der Viehwirtschaftszone im Appenzellischen. Durch die Organisation solcher Dreieckstransaktionen zwischen den Getreideproduzenten, Viehzüchtern und Weinbauern sicherte sich das Spital eine wirksame Kontrolle über seine Pächter. Wenn sie sich im Dauerzustand der Verschuldung befanden, so ist darin die Kehrseite der landwirtschaftlichen Spezialisierung, der Preis der städtischen Investitions-«Hilfe» und der Einbindung in den Markt zu sehen. Sehr oft gewährte das Spital Kredite in Form von Lebensmitteln und Sachgütern. Statt die Schulden bar einzutreiben, verrechnete es die ausstehenden Beträge mit Naturalieferungen der Bauern (Getreide, Wein). Auf diese Weise spielten sich die Geschäfte zwischen Grundherrschaft und Leihnehmern weitgehend bargeldlos ab, und die Bauern waren praktisch von der Geldzirkulation ausgeschlossen. Sie reagierten, indem sie Abgabenerlasse forderten oder Zins- und Zehntenabgaben ver-

weigerten. Ihr Verhältnis zum Spital erweist sich somit als äusserst flexibel und spannungsreich.

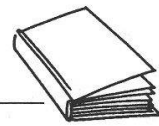
Das letzte Kapitel, die Fallstudie über die Weinbauzone im Rheintal, ist auch als Geschichte einer Landschaft im Sinne der historischen Geographie zu lesen. Am Beispiel Bernecks zeigt Sonderegger auf, wie durch Ausdehnung der Rebfläche im inneren Dorfbereich gleichzeitig der Druck auf die äusseren Bereiche bis hinauf ins Grenzgebiet zum Appenzellerland verstärkt wurde, weil hier Vieh geweidet wurde (Düngerproduktion). Durch die agrargeschichtliche Auswertung gelingt es dem Autor, die Landschaft im Rheintal und Alpsteingebiet zu historisieren. Unter dem erhöhten Bevölkerungsdruck seit dem ausgehenden 15. Jahrhundert erreichte die Rodungstätigkeit vom Rheintal her immer höhere Geländestufen bis in den Alpstein hinauf. Ausbausiedler beanspruchten die Flächen als Waldweide und für den Holzschlag. Nutzungskonflikte entbrannten nun nicht mehr nur um dicht besiedeltes Land, sondern um entlegene Wälder und Alpen. Nachweislich stiessen grosse Alpen im Alpstein, beispielsweise die Alp Kamor, um 1500 bereits an ihre Kapazitätsgrenzen, was wiederum zur Anlage von Alpflächen durch Waldrodungen auf tieferen Stufen führte. Wenn der Alpstein uns heute zum Genuss schöner Naturerlebnisse einlädt, so sind wir uns kaum mehr bewusst, dass diese Landschaft ihr Gepräge anthropogenen Einflüssen des Spätmittelalters im Zusammenhang mit kommerzialisierter Viehwirtschaft verdankt.

Dorothee Rippmann (Itingen BL)

JEAN-PIERRE RIOUX ET JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI (SOUS LA DIR. DE) POUR UNE HISTOIRE CULTURELLE

ÉDITIONS DU SEUIL, COLL. «L'UNIVERS HISTORIQUE», PARIS 1997, 455 P., FF 185.-

Depuis une trentaine d'années, l'histoire culturelle constitue l'horizon dominant sans doute, fécond certainement, de l'histoire en France. Ses étiquettes sont changeantes («histoire des mentalités», etc.) et sont souvent associées à l'histoire socio-culturelle ou à l'anthropologie historique. La mobilité des termes cache un double constat historiographique. L'histoire culturelle française s'est affirmée contre la tradition de l'histoire des idées, en se fondant sur les valeurs, les formes, les symboles communs, et non sur la réalisation intellectuelle individuelle, considérant les représentations et non les productions volontaires et singulières. En ligne de mire: les catégories psychologiques qui structurent attitudes et comportements, sensibilités et perceptions. Un consensus se dessine autour d'une définition, preuve que l'histoire culturelle s'est bien érigée en discipline à part entière. «L'histoire culturelle est celle qui s'assigne l'étude des formes de représentation du monde au sein d'un groupe humain [...] et qui en analyse la gestation, l'expression et la transmission. Comment les groupes humains représentent-ils le monde qui les entoure? Un monde figuré ou sublimé – par les arts plastiques ou la littérature –, mais aussi un monde codifié – les valeurs, la place du travail et du loisir, la relation à autrui –, contourné – le divertissement –, pensé – par les grandes constructions intellectuelles –, expliqué – par la science – et partiellement maîtrisé par les techniques, doté d'un sens – par les croyances et les systèmes religieux ou profanes, voire les mythes –, un monde légué, enfin, par les transmissions dues au milieu, à l'éducation, à l'instruction» (Sirinelli).



Que nous dit cette réflexion à la fois historiographique et méthodologique sur le concept «opératoire et programmatique» d'histoire culturelle? Rien de très neuf, tant il est vrai que les auteurs ne cachent pas le caractère très «compendium» de ce bilan critique. Voici donc une histoire culturelle à géométrie variable, dans ses sujets d'étude comme dans son emprunt de nombreux concepts à d'autres sciences sociales (anthropologie, philosophie, psychologie, linguistique) et à des disciplines historiques connexes (histoire littéraire, sociale, histoire de l'art). En retour, l'histoire culturelle fertilise, comme le relève le médiéviste G. Duby, «par ce qu'elle révèle des comportements individuels et des attitudes collectives, l'histoire économique et sociale, l'histoire du droit et de la vie matérielle, l'histoire politique et militaire, et l'histoire même de l'événement». Conduite par S. Berstein, l'étude de la culture politique, cet ensemble de représentations qui lie un groupe sur le plan politique, dans une vision commune de son passé, témoigne de l'enrichissement d'une histoire politique par les avancées récentes de l'histoire culturelle, notamment dans l'élaboration des mémoires collectives (J.-P. Rioux).

J.-N. Jeanneney, auteur d'*Une Histoire des médias, des origines à nos jours*, synthèse qui aborde le développement des mentalités collectives, la vie institutionnelle et économique-politique, les évolutions techniques et le champ social, livre, ici, un plaidoyer en faveur d'une matière de recherche relativement nouvelle: l'audiovisuel. Précurseur dans la recherche historique sur l'audiovisuel, ses vertus et ses vertiges, fort de son expérience de responsable politique, Jeanneney relève le désarroi provenant de l'inflation des messages innervant notre vie sociétale. Bien d'avantage que méthodologique, ce malaise est «existentiel». Face à la déferlante des mots, des images et des sons, les

utilisateurs d'informations et de productions culturelles – toujours plus interactives et virtuelles – désirent «disposer de médiations avec les médiateurs».

L'histoire culturelle est également reformulée à partir de concepts massivement introduits dans son champ: celui de *pratique*, mais surtout celui de *représentation*, qui permet de penser à une articulation entre les images produites à son usage ou à celui des autres, et les schèmes intégrés, régulateurs des conduites. La topographie des domaines de l'histoire culturelle se prête à une exploration méthodique et disciplinée dont les stations sont autant d'invites à l'étude: histoire des politiques et des institutions culturelles, histoire des diffusions instituées des savoirs avec sa cohorte de médiations et de médiateurs, histoire des pratiques culturelles, histoire, enfin, des signes et symboles érigés en sanctuaires identitaires, en lieux telluriques et des objets investis en mémoire et en patrimoine.

L'ouvrage explique une fois de plus qu'à trop s'ancrer dans le terrain des idées, on court le risque d'aboutir à une «histoire par le haut» (M. Winock), tandis que le décalage supposé ou réel entre les intentions des acteurs et la pratique reste dans l'ombre. Précieuse cette affirmation d'une «histoire culturelle» l'est aussi, parce qu'elle offre des repères, des «iti-néraires» qui s'inscrivent dans l'«ego-histoire». Ces trajectoires d'historiens éclairent la construction d'un objet de recherches – le culturel – issu parfois de «longues années de maturation» (A. Croix); elles mettent en relief les choix épistémologiques, l'histoire des concepts, la méthode historique appliquée aux sciences sociales, tout en montrant que les activités sous-tendues par ces discours sur l'histoire des représentations et des pratiques ne sont pas uniquement académiques.

Bertrand Tappolet (Genève)

ROBERT M. KINGDON
(SOUS LA DIR. DE)
**REGISTRES DU CONSISTOIRE DE
GENÈVE AU TEMPS DE CALVIN
TOME I (1542-1544)**

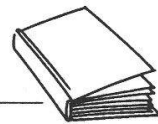
LIBRAIRIE DROZ, GENÈVE, 1996, FS 160.-

Après avoir longuement étudié les fondements théologiques et ecclésiologiques qui légitimaient l'exercice de la discipline ecclésiastique à l'époque moderne, la recherche historique a déplacé depuis une dizaine d'années son attention de la théorie à la mise en œuvre concrète de cette discipline. Ce déplacement est la conséquence des nouvelles approches problématiques stimulées par les travaux de Norbert Elias, de Michel Foucault ou de l'historien allemand Gerard Oestreich. À travers la discipline ecclésiastique, la recherche historique tente à l'heure actuelle de découvrir tout un pan de la construction d'un État moderne capable de mieux maîtriser sa population, notamment par son enregistrement dans des documents qui suivent pas à pas la biographie individuelle: registres des naissances, des baptêmes, des mariages, des décès, des enfants suivant le catéchisme, des personnes dépendantes de la charité publique, etc. Pour répondre à ces nouvelles interrogations, l'enquête historique a investi ces registres qui permettent de déceler les dynamiques d'adaptation, de résistance ou de constitution des consensus sociaux: parmi ces registres, ceux qu'ont laissés les institutions disciplinaires des Églises réformées ont fait l'objet, ces dernières années, d'une attention particulière de la part de plusieurs historiens qui se sont intéressés à ces problématiques.

C'est dans ce contexte qu'il faut saluer la contribution importante à la recherche dans ce domaine que constitue la publication par l'équipe du professeur

mier volume des *Registres du Consistoire de Genève*. L'institution disciplinaire de l'Église de Genève a été le modèle de tous les Consistaires que les Églises calvinistes d'Europe ont créés que ce soit par exemple en France, en Écosse ou aux Pays-Bas. Alors que progresse la connaissance relative aux objectifs, au fonctionnement, à l'impact de ces institutions, il devenait impératif de rendre accessibles les documents qui permettent d'observer, tout au long de séances hebdomadaires du Consistoire genevois entre 1541 et 1544, l'élaboration de ce modèle. L'écriture réputée difficile du secrétaire du Consistoire, George Maillet, avait jusqu'à présent tenu nombre d'historiens à l'écart de cette source. Plusieurs études s'étaient fondées sur les seules transcriptions fragmentaires, émaillées de fautes, qu'avait publiées Auguste Cramer au XIXe siècle.

Les compétences paléographiques de l'équipe des éditeurs qui compte parmi ses membres les meilleurs historiens actuels de la discipline ecclésiastique genevoise au XVIIe siècle, permettent de mettre à disposition des historiens une transcription aussi fidèle du texte original que le permet sa graphie. L'édition du document est accompagnée d'un appareil critique impressionnant. Retraçant «la préhistoire du Consistoire» institué par les Ordonnances ecclésiastiques de 1541, dont on trouve les extraits pertinents dans les pièces annexes, l'introduction est complétée en fin de volume par un glossaire et un index des noms de lieux et de personnes. Il faut mesurer l'intérêt et la difficulté que représente l'établissement d'un tel index à une époque où nom, prénom, surnoms désignent parfois alternativement la même personne, engendrant des confusions ou de fausses distinctions. Il deviendrait aléatoire, sans ce précieux index, de



suivre un destin individuel dans ce registre. On trouvera encore pour contribuer à cette clarification une véritable encyclopédie de la Genève des années 1542–1544 dans les notes de bas de page: réseaux familiaux, situations professionnelles, état des poursuites judiciaires, date des naissances, des mariages, des décès, informations concernant la situation extérieure à Genève, renvois aux décisions des magistrats, etc. L'ensemble de l'appareil critique préparé par cette équipe anglophone est rédigé en français: on fera d'autant plus volontiers abstraction des quelques erreurs de grammaire ou de formulation qui se sont glissées ici et là.

La tendance historiographique qui cherche à voir dans ces institutions une contribution à la formation de l'État par le renforcement de ses moyens de contrôle, trouvera dans cette publication des matériaux propres à nuancer ses thèses: la lecture de ce registre révèle combien la discipline ecclésiastique s'exerce encore, durant ces années, dans une perspective plus religieuse que civile, visant particulièrement à préparer la communauté à célébrer ses rituels religieux fondamentaux dans un état de pureté à la fois spirituelle et morale. Au-delà de l'histoire des pratiques religieuses, de la discipline ecclésiastique et du contrôle social, cette source ouvre à nombre d'autres types d'approches: l'étude des procédures et des rituels propres à l'infrajudiciaire, l'histoire de la famille, du mariage, de la sexualité, des cultures alimentaires et des pratiques médicales pour n'en signaler que la diversité. À travers le regard inquisitorial du Consistoire de Genève dans les ménages et les voisinages, c'est ainsi tout un champ d'histoire sociale et culturelle qui se dégage à la vue des historiens.

Christian Grosse (Genève)

HANNES SIEGRIST
**ADVOKAT, BÜRGER UND STAAT
SOZIALGESCHICHTE DER RECHTS-
ANWÄLTE IN DEUTSCHLAND,
ITALIEN UND DER SCHWEIZ
(18. BIS 20. JAHRHUNDERT)**

VITTORIO KLOSTERMANN, FRANKFURT A. M. 1996,
2 BÄNDE, 1042 S., DM 360.–

Hannes Siegrist has written a book of breathtaking ambition and scope that will stand as a definitive comparative history of lawyers in private practice across the swathe of central Europe from Aachen to Bari, from Königsberg to Syracuse. Examining private practitioners over a span of 250 years, in what became three nation-states, but considering also 48 territorial states or cantons, and with detailed case studies of the local bar in each of 11 cities, Siegrist aims at, and achieves, nothing less than a transnational history and typology of the structure, culture, and role of the private bar that will frame research and debate about the history of the professions, the *Bürgertum*, and of modern social history in general.

Siegrist's book operates on three levels. On one level, it is a book about the legal profession and about the various processes of its professionalization in different locales. Siegrist's earlier theoretical essays on professions and professionalization have already established him as one of the most acute thinkers in advancing beyond stagnated conceptions of the two phenomena both in sociology and history. The massive scope of this work allows him to develop his theory further, fleshing out a typology of three kinds, or ideal types, of professionalization. Between 1700 and 1850, a "professionalization from above", led to the establishment of an *Amtsprofession* in the two largest German kingdoms of Prussia and Bavaria and in the northern Italian Habsburg Kingdom of Lombardy-Vene-

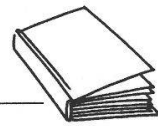
tia. This kind of professionalization, alien to sociological theories focussed solely upon Anglo-American developments, took place under social and political circumstances characterized by weak or non-existent traditions and institutions of guild self-government by lawyers. There emerged a strongly state-determined system of higher education including legal curricula, and a strongly-organized state conception of the administration of justice. Private practitioners played a more or less important role in that conception, but on the terms set by the sovereign of the state, in the era in question absolutist or neo-absolutist monarchs. "Professionalization from above" of lawyers took place under social and political conditions of "high stateness" (68 f.), resulting in a legal profession whose administration was less autonomous than heteronomous. State regulatory control of the legal profession extended even to relations between advocate and client, by means such as a schedule for fees, and even in Prussia to the widespread belief that private legal profession was either a public office or so like one as to be indistinguishable.

The Italian states south of Lombardy-Venetia represented a second type of professionalization, "moderated professionalization from above". In the Duchy of Tuscany and the city of Florence, and even in the normally-denigrated Kingdom of the Two Sicilies and the city of Naples, the degree of "stateness" in social and political relations was lower, permitting social elites to retain important powers of co-determination of the shape and governance of social institutions like the legal profession. Social elites managed to thwart state efforts to effect a professionalization from above. Siegrist conceptualizes this intermediate ideal type as a compromise between the state and social elites, which retained for lawyers a higher

degree of influence on the education of new lawyers and a greater scope of professional self-government and self-administration of professional discipline.

The third variant ideal type of professionalization Siegrist calls a bourgeois or "bürgerliche" professionalization. Taking place under conditions of low "stateness", it characterized the various cantons of Switzerland, where the absence of a highly-formalized concept of law and legal system meant that legal representation was late to emerge as a full-time occupation, resulting in an underdevelopment of professional identity and autonomy. Urban and patrician elites moved in and out of legal representation, which meant that once law began to be formalized and legal representation to acquire a formal educational path and credentialling process, it rested in Switzerland upon a foundation of social independence, and lawyers could create in an autonomous fashion many conditions of their professional existence. Autonomy from the state, however, did not mean full professional self-determination, for the strong rooting of the legal profession in the ruling bourgeois elite made for a different heteronomy, as lawyers found themselves subject to the legal goals of the elites, to the demand of the market, and to the private needs of their citizen-clients (168). *None* of these three types of professionalization conformed to sociological normative notions previously developed, and Siegrist's book is a corrective and a breakthrough both for history and social theory.

On a second level, Siegrist's book is about the emergence of the *Bürgergerium* and *bürgerliche Gesellschaft* in the regions under study. Professional history is embedded in this larger social history, to the extent that it structures the periodization of the book. Part I (35–169) concentrates on the period from 1700 to 1850, as



Germany, Italy, and Switzerland experienced the political and social changes from *ancien régime* to the revolutionary era. With the French Revolution, the “pre-national” state received a challenge from the awakened national consciousness and ambitions of the middle classes in all three “states”. Regarding the legal profession, middle class ambitions focussed upon unifying legal systems and systems of professional governance as a means to foster national unification. Thus the second epoch in professional history, Parts III, IV, and V (355–751) concerns “The Search for Freedom and Order: Transitions in the Era of Liberalism and National Unification” from 1870 to 1930. Passage of national laws reforming and governing the legal professions, in Italy in 1874 and in Germany in 1878 (and in Switzerland not at all), stands as an assertion of the political and social power of the *Bürgertum* and its ideology of liberalism as against high degrees of “stateness”. As Siegrist traces the history of the reform and professionalization of the private legal profession, he is tracing the history of the *Bürgertum* and its relations to the state in Germany, Italy, and Switzerland.

In a third sense, Siegrist sets out to write, and accomplishes nothing less than, a contribution to a truly synthetic history of society, *Gesellschaftsgeschichte*. Moving from the pre-national to the national state, on levels of city, region, and state, he moves from the macrohistory of his theory to a microhistory of lawyers in their ecological location in two ways. First, he studies “generations” of lawyers: those in practice around 1840, who saw the culmination of the three types of professionalization of the pre-national state; those in practice in 1870, as the moving forces behind the national consolidation of the structure and practice of the legal profession; and those in practice in 1900, the first generation to have come to maturity

under the new “modern” shape of the profession. Second, he devotes Parts VI and VII (753–924) to a detailed ecological study of lawyers in eleven cities, exploring every aspect of their existence. Social origin and recruitment, social origins of spouses, geographic origins of lawyers, nuanced notions of status and sources of prestige, confessional patterns of recruitment and practice, private life both in the private sphere of family and the public sphere of associational and political life; all of these draw Siegrist’s scrutiny and reveal the multiplicity of ways that lawyers interacted with their local surroundings and with larger affairs of their day. No aspect of lawyers’ lives escapes Siegrist’s methodical and thorough study, so that we know far more now about the everyday lives of lawyers in Germany, Italy, and Switzerland than many social theorists ever imagined. The overall result is a complete picture of the professional and private lives that lawyers structured for themselves, within constraints presented by state and society, and with the awareness that lawyers, as possessors of high degrees of cultural, social, political, and economic capital, could and did play an important role in reshaping and redefining those constraints.

This vast and imposing book is not immune from criticism. While it is indisputable, in fact a truism, that the absolutist and neo-absolutist bureaucratic centralized states of Germany (especially Prussia) and the Habsburg lands shaped the legal profession in ways distinct from locales with stronger traditions of local particularity, recent work on the power of the *non-centralized* state calls into question the sharpness of the “high stateness – low stateness” distinction. Even the archetypally “low stateness” nation of the United States has been shown by William J. Novak (*The People’s Welfare: Law and Regulation in Nineteenth-Century Ame-*

rica, Chapel Hill 1996) to have had a very high degree of governmental activism and regulation of economy and society, albeit through mechanisms such as local government regulations and ordinances and common law judicial decisions. Swiss and south Italian differences thus may rest more strongly on factors other than the degree of "stateness" of their central-governments.

Further, the rabbit-warren of directions and particularities into which Siegrist's ambitions draw him in his effort to achieve a truly transnational (post-national?) history of the legal profession tend to make his work less accessible. The very bulk of his imposing two-volume study, combined with its necessarily attendant high cost, ensure that only the very determined and already-knowledgeable will make the effort to inspect the jewels that he has uncovered. The absence of an index, in such a huge and costly volume, is also an inexplicable impediment to quick consultation of particular sections. While some of his theoretical edifice has been circulated in essays, many would hope that some abridged version of this work, vastly more affordable, which maintains its principal strengths of stressing local, regional, and national differentiation over a broad time span, will soon appear.

Siegrist's magisterial comparative study of the legal profession in Germany, Italy, and Switzerland, is a master example of theoretically-informed history that remains sensitive to local particularities and their interplay with large social, economic, and political forces. Siegrist's grasp of the range and diversity of the development of the European private bar not only advances the theory of the professions but is a model of transnational synthetic history.

SOCIÉTÉ VAUDOISE D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE **LIMITE NON-FRONTIÈRE: ASPECTS DU CINÉMA DANS LE CANTON DE VAUD**

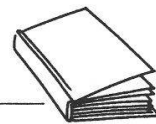
REVUE HISTORIQUE VAUDOISE, LAUSANNE, 1996
(INDEX À PARAÎTRE EN 1997).

Après le numéro spécial du *Musée neuchâtelois* publié à l'occasion du centenaire du cinématographe, c'est au tour de la *RHV* de se lancer dans un essai d'histoire locale du cinéma, cette fois sur le territoire vaudois. Réalisé grâce aux efforts de l'association CINOPTIKA, l'ouvrage se divise en trois parties: études, sources et filmographie. Après une dédicace en hommage au professeur Rémy Pithon, l'un des précurseurs des études «histoire et cinéma», qui a pris récemment sa retraite, la revue s'ouvre sur une introduction où les auteurs justifient le titre qu'ils ont choisi: *Limite non-frontière*. L'appellation est commode puisqu'elle permet de rassembler sous une même étiquette toute étude englobant de près ou de loin le cinéma et le canton de Vaud, que ce soit par le biais de la production, de la réalisation ou de la distribution. La période considérée concerne surtout l'entre-deux-guerres, période de prédilection des auteurs.

André Chaperon évoque, à travers les écrits de Frédéric-Philippe Amiguet, la mise en place d'une critique cinématographique au début des années 20 dans la lignée de Delluc en France.

L'article de Rémy Pithon sur *La vocation d'André Carel* (1925) est un modèle de méthodologie à l'usage des historiens qui se trouvent confrontés à l'analyse filmique. Comme d'autres auteurs (Jaques, Stürner), il insiste sur la nécessité d'un questionnement philologique du matériel avant d'entreprendre une étude.

Gianni Haver étudie les répercussions du cinéma sur les institutions politiques et



retrace la procédure qui a amené l'État de Vaud à établir, dès la fin des années 20, une commission de censure cantonale soi-disant dépolitisée. L'inventaire des films sur lesquels la commission s'est prononcée entre 1932 et 1935 montre que la censure s'exerce le plus souvent contre les atteintes à la morale et contre la violence.

Pierre-Emmanuel Jaques étudie comment une association, ici le Cartel romand d'hygiène sociale et morale, utilise le cinéma comme outil éducatif. Le film, que le cartel a commandé à Jean Brochet, est un des éléments de la campagne en faveur du service de maison. P.-E. Jaques insiste sur l'importance du contexte dans la production et la diffusion d'un film.

Félix Stürner, en s'attachant au *Témoin de quatre ans* (1937), entreprend le même type d'analyse mais à propos d'un discours politique. Après quatre années de pouvoir à Lausanne, les socialistes montrent, à travers une plaquette et le film qui l'accompagne, le bilan (positif) de leur action. Ce témoignage «objectif» devait convaincre, par l'image, les électeurs de tout bord en désamorçant toute tension entre gauche et droite.

La succession des articles dans cette première partie suit un fil chronologique ténu, au détriment d'une logique méthodologique: analyses filmiques (Pithon, Jaques, Stürner), littéraire (Chaperon) et historique (Haver). Les différents articles montrent comment le cinéma peut être étudié en tant qu'objet d'analyse ou en tant que révélateur dans des domaines aussi différents que la littérature ou la politique.

Dans la partie consacrée aux sources, Gilbert Coutaz décrit la section filmique de la ville de Lausanne et la politique menée depuis quelques années par la ville pour produire, conserver et présenter ses archives. Sont présentés aussi deux fonds rassemblant la production de Charles

Brönimann pour sa salle Cinéac entre 1938 et 1968 (Jean-Daniel Farine), et les premiers efforts pour cataloguer les fonds papiers de la cinémathèque suisse, dont celui de l'Association cinématographique suisse romande (Nadia Roch), et les papiers Charles-Duvanel, qui fut très actif entre 1924 et 1971 (Annette Durussel). Enfin, Roland Cosandey apporte de nouvelles sources concernant le projet de création de studios à Montreux. Cette partie consacrée aux sources est certes réjouissante, parce qu'elle offre de nombreuses perspectives de recherches. Néanmoins, elle met en évidence de graves lacunes dans les conditions d'archivage audiovisuel qui ne pourront peut-être jamais être comblées et qui amènent à s'interroger sur le sort du patrimoine filmique suisse.

La troisième partie est le fruit d'un travail collectif visant à l'établissement d'une filmographie vaudoise, aussi complète que possible. Clairement délimitée (1896–1939), elle prend en compte tous les films conservés à la cinémathèque suisse ayant un rapport avec le canton de Vaud, selon les critères définis dans l'introduction. Une description de sa forme et de son contenu est donnée pour chaque film. Le résultat est probant. L'exercice a permis un rapprochement entre les chercheurs et la cinémathèque dans une perspective commune de mise en valeur des collections, il reste maintenant à élargir cette recherche aux autres domaines suisses. La sortie de *Limite non-frontière* a été suivie d'une présentation publique à la cinémathèque de plusieurs films, dont *Le témoin de quatre ans* et *La fille du capitaine*. Les lecteurs pourront cependant regretter qu'il n'y ait pas eu une tentative de produire une vidéo pour accompagner ce numéro.

Si on ne peut contester la valeur de la filmographie, il n'en demeure pas moins que *Limite non-frontière*, comme d'ail-

leurs le numéro spécial du *Musée neuchâtois*, n'est pas entièrement satisfaisant. Les articles présentés, tous de qualité, sont rassemblés de manière artificielle. Faute de disposer d'un organe de presse à part entière, les historiens du cinéma en Suisse sont obligés de se greffer sur des revues déjà existantes, qui leur imposent un thème.

À souligner enfin que ce travail a reçu, en avril 1997, le prix Jean Mitry de l'institut Jean Vigo dans la catégorie Revues.

Natacha Aubert (Neuchâtel)

ANDREAS VOLK (HG.)
VOM BILD ZUM TEXT
 DIE PHOTOGRAPHIEBETRACHTUNG
 ALS QUELLE SOZIALWISSENSCHAFT-
 LICHER ERKENNTNIS

SEISMO, ZÜRICH 1996, 200 S., ABB., FR. 58.–

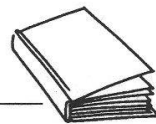
Fotografien zählen nicht erst seit kurzem zu den wichtigsten Accessoires der verkaufsorientierten Buchherstellung. In den letzten Jahren jedoch haben hochauflösende Scanner und Farbdrucker die Möglichkeiten der Bildbearbeitung stark erweitert und dazu beigetragen, dass Bilder auch in sozialwissenschaftlichen Arbeiten kaum mehr fehlen.

Der Beidruck einer zeitgenössischen Fotografie zu einer historischen oder soziologischen Analyse ist an sich keine Heldentat. Mag sein, dass die kaufinteressierte Kundschaft beim Halt suchenden Blättern bei den Illustrationen, diesen – vermeintlich – textleeren Stellen, länger verweilt und sich von ihnen zum Kauf überreden lässt. Doch ist mit diesem Tribut, den Verlagsstrategien dem visuellen Verlangen zollen, der in der Fotografie eingefangenen «Exotik des Alltags» genügend Beachtung geschenkt? Wird damit nicht «nur» eine krude Schaulust

Auch die hier vorzustellende Publikation, mit welcher der Zürcher Soziologe Andreas Volk Beiträge einer Tagung aus dem Jahr 1991 zugänglich macht, stemmt sich nicht gegen die Schaulust. Mit ihren rund 100 Abbildungen gestattet sie dem Publikum das ausgiebige Bad im Bildermeer. Mehr noch, sie nimmt von dieser Schaulust, von diesem baren Vergnügen am «Spektakel der Photographie» ihren Ausgang. Doch führt sie dann ihren Leserinnen und Lesern, ihren Betrachterinnen und Betrachtern vor Augen und ins Bewusstsein, dass auch das «Orakel» und das «Tabernakel» zwei grundsätzliche und unablösbare Phasen der Fotografiebetrachtung sind.

Wem solche theoretisierenden Zugänge zum Thema zu trocken sind, dem seien bereits an dieser Stelle die Kurztex-te des zweiten Teils zur – schauenden – Lektüre empfohlen. Unter dem Titel «Fünf Minuten für ein Bild» präsentiert *Alexander J. Seiler* vertraute und ungewöhnliche Bildbetrachtungen. An 18 Beispielen macht er deutlich, welche Wege «vom Bild zum Text» beschritten werden können, welche Vorstellungen sich aus der oberflächlichen Betrachtung, welche Irritationen sich aus dem Verweilen am Detail und welche Deutungen sich aus dem Verknüpfen der beiden Betrachtungsweisen ergeben können. Mit wenigen Worten gelingt es Seiler, die drei Leitbegriffe Spektakel, Orakel und Tabernakel zu umkreisen, dann beispielsweise, wenn er unter der Überschrift «Fröhlichkeit» von Gedanken über das Lachen von Politikern über die Wettbewerbsantwort «Werbegag einer Gärtnerei» zur Bilderläuterung kommt und verrät, dass die fröhlich schaufelnden Offiziellen auf dem Bild den Grundstein für eine sicherere Strafanstalt legten.

In den Beiträgen des ersten Teils wird in einer von wissenschaftlicher Attitüde entlasteten Art und Weise noch expliziter



thematisiert, wie vom Bild zum Text zu gelangen ist und welche Fallstricke sich hierbei verbergen. Zunächst widmet sich *Bruno Fritzsche* der Frage des Fälschens an der Fotografie. Dabei geht es zwar auch um die Fälschung von Fotografien. Wichtiger ist ihm aber, dass «die Photographie keine Aussage über die historische Wirklichkeit macht». Der fixierte Moment, der fixierte Handlungsausschnitt gibt sich zwar authentisch, doch kann er erst in Verbindung mit einem Text dazu gebracht werden, Informationen preiszugeben. Denn erst aus solchen Texten lassen sich jene «zeit-, schicht- und kulturspezifischen sozialen Gebrauchsweisen» der Fotografie erfassen, die für die Bildinterpretation von grundlegender Bedeutung sind.

Für solche sozialen Gebrauchsweisen interessiert sich auch *Paul Hugger*. Von verschiedenen Seiten nähert er sich den Vorstellungen und Ideen, welche die Bündner Landschaftsfotografen bei ihrer Arbeit geleitet haben mochten. Dabei geht er von der Beobachtung aus, dass die Bündner Landschaftsfotografie zwischen 1900 und 1930 eine Hochblüte erlebte und das Schaffen von anderen fotografisch Tätigen stark prägte. Den «photographischen Diskurs», die spezifische fotografische Bildersprache, sieht Hugger eingebettet in verschiedene andere Diskurse, von denen er dem malerischen, dem literarischen und dem medikalen nachgeht. In all diesen Diskursen sind – so Hugger – verwandte Elemente der Faszination an der Natur, am Licht und an einer Gesundheit versprechenden Bergwelt enthalten, Elemente, die weniger von den Einheimischen als von den Fremden, von den von auswärts saisonal oder dauerhaft Eingereisten geprägt wurden.

Die spröde, zurückhaltende und zuweilen auch trügerische Aussagekraft von Fotografien wird am Beispiel der fotografischen Frühgeschichte des 19. Jahrhun-

derts deutlich. *Peter Herzog*, der die abgelichteten Sujets der Fotografiepioniere Nicéphore Niépce, L. J. M. Daguerre und W. H. F. Talbot untersucht, weist auf die Verbindung hin, die zwischen dem kaufenden beziehungsweise beauftragenden Publikum und dem festgehaltenen Thema besteht. Unter den verschiedenen Motivsträngen, von denen einer beispielsweise eine künstlerische Verwandtschaft zum Impressionismus eines Claude Monet, ein anderer die Verbundenheit des Fotokünstlers mit Motiven aus der Märchenliteratur erkennen lässt, verhelfen vor allem die Porträtierung für den Gebrauch auf Visitenkarten und die Stereofotografie mit ihrer illusionistischen Räumlichkeit der Fotografie zum Durchbruch.

Einen anderen Durchbruch spricht *Timm Starl* an. Dank erschwinglichen Preisen, einfacheren und transportableren Geräten wurde noch vor der Jahrhundertwende aus der fotografischen Spezialistenteknik ein auch den durchschnittlichen «Knipsern» zugängliches Medium. Diese Anwender stellten den Berufsfotografen nicht nur ein anderes Perfektionsverständnis entgegen, sondern veränderten durch ihre soziale Praxis allmählich sowohl Bildthema als auch Bildfunktion. Das Fotoalbum, welches das Arrangieren und schriftliche Kommentieren von in den Dienst der individuellen oder familiären Erinnerung gestellten Szenen und Momenten ermöglicht, sei stellvertretend für diese Entwicklung genannt.

Der Veränderung des Verhältnisses des Individuums zu Raum und Zeit durch die Fotografie beziehungsweise die Skia-graphie (Schattenzeichnung) fragt *Hubertus von Amelunxen* nach. Auf einer kurzen Tour d'horizon lässt er die geistige Prominenz der letzten zwei Jahrhunderte zu Wort kommen, zum Thema, welche Lebensmomente mit Schattenzeichnung fixiert werden können und was für einen

Zugang uns damit zum Leben – oder vielleicht doch besser zum heute vergangenen Leben vor seinem Vergehen – eröffnet wurde.

Michael Rutschky kommt das Verdienst zu, in seinem den ersten Teil des Sammelbands abschliessenden Beitrag noch einmal die Grenze beziehungsweise den Übergang zwischen Bild und Text zu umkreisen. Da sind jene Bildlegenden, welche die Interpretation fehlleiten, weil sie zu wissen behaupten, was es zu sehen gibt. Da ist jenes Bild, dessen Entstehungshintergrund dem ganzen Publikum bekannt ist und der deshalb keines situierenden Beitextes bedarf. Da sind die Bild gewordenen Texte im Bild, die einengenden, das Umfeld ausblendenden Bildausschnitte; da sind aber auch die Fotografien ohne Text, an denen das Irritierende des Kunst werdenden Bildes besonders gut fassbar wird.

All diese Schnittstellen zwischen Text und Bild, zwischen Bild und Text bringen unseren prekären Umgang mit Bildern – und Texten – zum Vorschein, einen Umgang, der zu schauender Vorsicht, zur Vorsicht beim Schauen mahnt: Der Weg vom Spektakel zum Orakel und zum Tabernakel ist nicht weit, aber tückisch. B. Fritzsche hat dies anlässlich einer kleinen TV-Kontroverse um seinen Beitrag erfahren müssen.

So gelingt es dem mit Schwarz-Weiss-Fotografien reichlich versehenen Sammelband auf unspektakuläre, aber eindruckliche Art und Weise, die Leserschaft für die Grenzen und Möglichkeiten der Fotografieanalyse zu sensibilisieren. Dies ist nicht nur der gelungenen thematischen Auswahl der Beiträge zu verdanken, sondern liegt sicherlich auch im weitgehend unpräzisen und von wissenschaftlichem *name-dropping* freien Schreibstil der Autoren begründet. Die Lektüre ist übrigens auch und gerade jenen zu empfehlen, die meinen, alles zum sozialwis-

senschaftlichen und objektiv-kritischen Umgang mit Bildquellen Notwendige bereits gelesen zu haben.

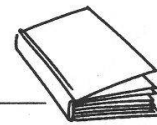
Thomas Hildbrand (Zürich)

THEO MÄUSLI (HG.)
SCHALLWELLEN
ZUR SOZIALGESCHICHTE
DES RADIOS

CHRONOS, ZÜRICH 1996, 231 S., FR. 38.–

Die Schweizerische Landesphonothek organisiert jedes Jahr ein Kolloquium unter internationaler Beteiligung im *Centro Stefano Franscini* auf dem Monte Verità. Der vorliegende Sammelband dokumentiert die Veranstaltung aus dem Jahre 1994. Ergänzt durch zwei weitere Aufsätze bildet er den ersten Teil einer intensiven Auseinandersetzung mit der Frage nach der Bedeutung des Radios für die historische Forschung. Sie wurde im Frühjahr 1996 durch eine zweite Veranstaltung mit dem Titel «Radio im Spannungsfeld zwischen Öffentlichkeit und Privat» fortgesetzt.

Eine erste Gruppe von Beiträgen setzt sich mit den Anfängen des Schweizer Rundfunks auseinander. Während Raffaello Ceschi unter einer sozialgeschichtlichen Fragestellung die Anfänge des Tessiner Senders und des Hörverhaltens beleuchtet, belegt Edzard Schade am Fallbeispiel Radio den Einfluss politischer Strukturen – Föderalismus und nationaler Konsens – auf die modernen Kommunikationsformen. Reinhold Wagenleitner äussert sich zur US-amerikanischen Radiopolitik in Österreich während der Besetzung der Alliierten. Sein Beitrag illustriert, dass es methodisch notwendig ist, nicht nur die rechtfertigenden Verlautbarungen gegenüber der Öffentlichkeit und die Programmkonzepte zu analysieren, sondern auch die einzelnen Radio-



sendungen in die Forschung mit einzubeziehen.

Verschiedene Beiträge, etwa der Aufsatz von Carlo Piccardi, heben die besondere Bedeutung der Musik für die Popularität des Radios und seine Rolle als Kulturvermittler hervor. Margaret Engeler zeigt am Beispiel des legendären Unterhaltungsorchesters Cedric Dumont, wie mit einer breiten Palette von Musikstilen versucht wird, auch nach dem Zweiten Weltkrieg eine einheitliche Radiokultur aufrechtzuerhalten. Der Untergang des Orchesters Mitte der 60er Jahre spiegelt einerseits neue Hörgewohnheiten, andererseits ergibt er sich aus einer neuen Programmgestaltung.

Franco Monteleone und Christian Brochand skizzieren den Stand der Radioforschung in Italien beziehungsweise in Frankreich. Auf diesem Hintergrund lässt sich Markus T. Dracks Projekt der Geschichte der SRG besser einordnen. Während er die Institution SRG, ihren politischen Auftrag und die Auswirkungen des sozialen Wandels auf die SRG in seinen Leitfragen in den Vordergrund stellt, entwickelt Theo Mäusli ausgehend vom Begriff der Öffentlichkeit seine mentalitätsgeschichtliche Frage, in welcher Weise das Radio auf Bildung und Geschmack, auf die Mentalität einwirkt. Auch Kurt Imhof hebt in seiner Konzeption der Rundfunkforschung den Strukturwandel der Öffentlichkeit hervor und fragt nach dem Beitrag und Stellenwert des Radios für diese Entwicklung.

Unabhängig von ihren unterschiedlichen Interessen und Herangehensweisen berichten die Autoren und Autorinnen von der schwierigen Quellsituation. Viele Tondokumente sind verlorengegangen, und die föderalistische Struktur der SRG erschwerte in der Vergangenheit den Zugang zu dem an verschiedenen Orten aufbewahrten Quellenmaterial. Obwohl die Sicherung und Erschließung der Be-

stände noch nicht gelöst ist, ist die Situation – laut Markus T. Drack – hinsichtlich der Materialfülle gut. Ganz ähnliche Schlussfolgerungen ziehen die eingeladenen Gäste aus dem Ausland. Welche Probleme sich dabei ergeben, illustriert der Beitrag von Joachim-Felix Leonhard, der an der Übernahme und Eingliederung der ehemaligen DDR-Rundfunkanstalt und ihres Archivs in das deutsche Rundfunkarchiv beteiligt war.

Ausgehend von seinen eigenen Radioerfahrungen plädiert Urs Frauchiger für den Einbezug derjenigen, welche die Radiokultur effektiv gestalten und jenen, die sich die Sendungen anhören. So stellt er die Frage, inwieweit das Radio nicht nur als kulturpolitischer Gradmesser, sondern auch als Motor der Kulturproduktion gewirkt habe. May B. Broda sprengt den thematischen Rahmen des Radios. Sie denkt über die methodischen Schwierigkeiten nach, die sich aus der Beschäftigung mit Filmen und Fernsehsendungen ergeben. Ihre an Siegfried Kracauer orientierten Überlegungen über den kulturgeschichtlichen Aussagewert des Films sind auch für das Radio bedenkenswert.

Das Thema der Tagung kündigt ein ambitioniertes Vorhaben an: Zur Sozialgeschichte des Radios sollen sich die ReferentInnen äussern. Wie schwierig ein solches Unterfangen und wie weit die Schweizer Geschichtsschreibung davon entfernt ist, verdeutlicht die Lektüre der einzelnen Beiträge. Dessen sind sich auch die Initianten bewusst. Der Tagungsbericht bietet keinen in sich abgerundeten Vorschlag für eine Sozialgeschichte des Radios, sondern ein buntes Panorama unterschiedlichster Interessen am Radio und seiner Geschichte. Es ist ein Versuch, die aktuelle Forschung auf diesem Bereich untereinander zu verknüpfen und Querbezüge herzustellen. Darin besteht der Reiz und der Verdienst dieser Publikation. Gleichzeitig besteht genau darin

ihre Schwäche, weil ein übergeordnetes Konzept, wie es der Titel suggeriert, nicht existiert.

Roger Sidler (Bern)

TOBIAS KÄSTLI
ERNST NOBS
VOM BÜRGERSCHRECK
ZUM BUNDESRAT. EIN POLITISCHES
LEBEN

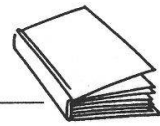
ORELL FÜSSLI, ZÜRICH 1995, 352 S., FR. 49.–

Mit Kästlis Buch liegt nun auch eine Gesamtdarstellung über Ernst Nobs vor, nachdem bereits 1975 eine Dissertation von Hans Rudolf Frick (*Zwischen Klassenkampf und Demokratie. Der erste sozialdemokratische Bundesrat Ernst Nobs als Redaktor am Zürcher «Volksrecht» 1915–1935*, Clausthal-Zellerfeld 1975) über den «Volksrecht»-Redaktor Nobs erschienen war. Für seine Arbeit stützt sich Kästli, wie vor ihm Frick, neben den gedruckten Quellen auf den im Bundesarchiv deponierten Nachlass Nobs und ergänzt dieses Material durch einige Interviews. Neu an seiner Arbeit sind die Darstellung der Jugendjahre und der Jahre der politischen Sozialisation – unter anderem unter dem Einfluss von Robert Grimm – sowie der beinahe 17 Jahre des Berufspolitikers (1935–1942 Regierungsrat des Kantons Zürich, 1942–1943 Stadtpräsident von Zürich, 1944–1951 Bundesrat), die mit etwa der Hälfte des Umfangs den Hauptteil der Arbeit ausmacht, ferner verschiedene Abschnitte über den Privatmann Nobs, die auch den Freizeitmaler und Schriftsteller mit einbeziehen. Beigegeben sind ein Bild- und ein Anmerkungsteil sowie Chronologie, Bibliographie und Register.

Kästlis Buch, dies ist m. E. sein grösster Vorzug, ist sehr gut lesbar und wegen

einzelnen Problem- oder Sachbereichen auch für Nichtfachleute verständlich. Es versucht, sowohl den Politiker wie den Privatmann zu würdigen und vermittelt dazu – insgesamt der Chronologie folgend – verschiedene interessante und auch neue Informationen. Dabei behält Kästli die nötige Distanz und verschont Nobs auch nicht mit Kritik. So thematisiert er etwa dessen patriarchalisches Verhältnis zu den Frauen – privat wie in der Politik –, gerät dabei allerdings gelegentlich ins didaktische Abseits; er spricht von den wachsenden Spannungen zwischen Nobs und seinem Lehrmeister Grimm; er zeigt den stark geforderten Finanzminister, der sich zudem von seinem Chefbeamten Max Iklé einiges bieten lassen musste, oder er schildert die gouvernementale Haltung Nobs', der bei der Regelung der Raubgoldproblematik mit den Alliierten nach dem Zweiten Weltkrieg die Position der bürgerlichen Regierung zu seiner eigenen machte. Hier tönt Kästli auch die Schwierigkeiten an, welche die SP mit ihrem Bundesrat und Nobs mit seiner Partei hatte, ein Sachverhalt, dessen Darstellung ich allerdings vertiefter erwartet hätte, begründet doch Kästli seine Arbeit unter anderem gerade mit dieser Problematik.

Der interessanteste Aspekt in der Biographie von Nobs ist m. E. jedoch nicht seine Tätigkeit als Regierungsmann – er gehört nicht zu den überdurchschnittlichen Magistraten –, sondern seine Entwicklung vom klassenkämpferischen Redaktor auf dem linken Flügel der SPS, der 1920 noch Mitverfasser des neuen Parteiprogramms war, zum Befürworter der Landesverteidigung und der Regierungsmitverantwortung. Zu diesem dramatischen Wandel, der sich innerhalb von weniger als 15 Jahren vollzog, bietet Kästli wohl einige Erklärungen über Änderungen von Nobs' theoretischen und ideologischen Positionen – Gegnerschaft zum Kommunismus, Mitarbeit in den



Parlamenten, Rezeption des Gemeinde-sozialismus, faschistische Gefahr –, die ihn zu einer Bejahung der schweizerischen Demokratie geführt hatten; mir fehlt aber eine Darstellung im Sinne einer dichten Beschreibung, die diese Entwicklung in ihrer Wechselbeziehung zwischen der Person Nobs, der Partei, deren prominentes Mitglied er war, und der Gesellschaft, in der er sich bewegte, nachvollziehbar gemacht hätte. So bleibt zu vieles traditionellen, vorab theorie- und politikgeschichtlichen Deutungsmustern verhaftet, und statt zu erklären, behilft sich Kästli mit Wertungen, bezeichnet Nobs' frühere radikale Positionen als «reichlich abstrakte Revolutionsschwärmerei» (121) und seine Versuche Mitte der 20er Jahre, die «Diktatur des Proletariats» theoretisch zu retten, als «dialektische Argumentationskünste» (126).

Der Wert des Buches wird geschmälerlt durch mangelnde Sorgfalt von Autor und Verlag beim Lektorat. Einige Ausführungen sind zu lang ausgefallen, etwa die Geschichte der SP-Bundesratsbeteiligung, die in der Literatur gut aufgearbeitet ist, von Kästli in Teilen jedoch sogar doppelt referiert wird. Zudem hätte ich an Stelle umständlicher Schilderungen eine Reproduktion der Karikaturen vorgezogen (77, 115 f.). Überhaupt ist der Bildteil zu knapp ausgefallen. Der Blick in den Salon, die Frau Bundesrat auf dem Sofa – ist sie mit einer Handarbeit beschäftigt? –, sagt mehr als lange Beschreibungen über den sozialen Aufstieg des Schneidersohns aus Grindelwald und die Rolle der Frau in seinem Leben. Kästli leistet sich auch einige störende Ungenauigkeiten. Nobs kann an seiner ersten Stelle als Lehrer in Wynau 1906 nicht «in Untermiete beim verwitweten Lehrer Johannes Leist» – dessen Tochter Anna Nobs' erste Frau wurde – gewohnt haben (31). Leist starb bereits im November 1905, ein halbes Jahr bevor Nobs seine Stelle antrat. Be-

sonders ärgerlich ist, dass Kästli nach Frick ein weiteres falsches Todesdatum mitteilt. Tatsächlich starb Nobs am 13. März 1957. Damit ist zumindest die Chronologie der geschilderten letzten Lebensstage von Nobs in Frage gestellt. Ungenauigkeiten finden sich auch in den Überblicksdarstellungen. So spricht Kästli zum Beispiel beharrlich von der «Zweiten oder Sozialistischen Internationale» (oder auch umgekehrt) und vermischt dabei Namen und Begriffe. Die «Internationale Arbeiterassoziation» wurde keineswegs «unter starker Anteilnahme von Karl Marx» gegründet (310, Anm. 95), ganz im Gegenteil, Marx spielte darin erst nach der Gründung, dann aber schnell eine bedeutende Rolle. Hinzu kommen viele kleine Ungenauigkeiten und Flüchtigkeitsfehler. Um nur einige zu nennen: Nobs wurde nicht 1920 (14), sondern 1919 in den Nationalrat gewählt. In der kurzen Anmerkung über Paul Pflüger (317, Anm. 209) finden sich nicht weniger als drei Fehler. Als Erscheinungsjahr von Nobs' Broschüre «Die bürgerliche Jugendbewegung» wird einmal 1914, einmal 1915 genannt. Der «Friedensapostel» heisst Max Daetwyler, nicht Dättwyler usw. Störend sind schliesslich die vielen Tippfehler, nichtgetilgten Wörter aus der Computerarbeit, verstümmelten Stellen, die nur versteht, wer den Sachverhalt bereits kennt (zum Beispiel 161 f.).

Die Häufung von Ungenauigkeiten erhöht das Vertrauen in die Arbeit Kästlis nicht. Das ist schade um das Buch, das doch teilweise neues Material enthält und einige interessante Einsichten in das Leben und das Umfeld des ersten sozialdemokratischen Bundesrats bietet, in dessen Person sich beispielhaft der Weg der schweizerischen Sozialdemokratie von der Opposition zur Regierungsverantwortung verkörpert.

Markus Bürgi (Zürich)

MARTIN BEGLINGER
OTTO STICH
DER ROTE EIDGENOSSE

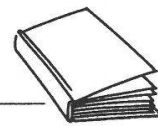
WERD VERLAG, ZÜRICH 1996, 255 S., ABB. U. KARIKATUREN, FR. 34.80

Es ist still geworden um alt Bundesrat Dr. Otto Stich. Das politische Establishment und seine Medienpartner haben ihre Aufmerksamkeit längst wieder nach neuen Tagesthemen ausgerichtet. Die Wortmeldung in Sachen Neat-Finanzierung, zu der sich Stich nur kurze Zeit nach seinem Rücktritt auf Ende Oktober 1995 verpflichtet fühlte, erfuhr eine kurze und vor allem kritische Würdigung und ähnlich erging es auch der Kritik an der 7-Milliarden-Solidaritäts-Stiftung vom März 1997. Finanz- aber auch ganz allgemein politische Mahnungen des sozialdemokratischen Altbundesrates, der 1983 mehr aus Versehen und gegen den Willen seiner Partei in dieses Amt gewählt wurde und dessen Rücktritt kaum jemand nicht begrüßte, sind – mindestens bei der politischen Elite – nicht mehr erwünscht. Um so mehr zu begrüßen ist das bald nach dem viel kommentierten Abgang des langjährigen Sparministers erschienene Buch des Weltwoche-Journalisten Martin Beglinger.

Und zwar aus verschiedenen Gründen. Da ist zunächst Otto Stich und sein (politischer) Lebensweg. Am 10. Januar 1927 in der Solothurner Landgemeinde Dornach als Sohn sozialdemokratischer und politisch aktiver Eltern geboren, haben die Zwischenkriegs-, Kriegs- und Nachkriegsjahre den späteren Bundesrat stark geprägt. Wirtschaftliche Krisenlage und politische Frontenbildung zählen zu den Erfahrungen des Sozialdemokraten, der bereits mit 26 Jahren in der Rechnungsprüfungskommission der Gemeinde sitzt und mit 31 Jahren Dornacher Gemeindeammann ist. Das Prädikat «auffallend» kann der studierte Nationalökonom und

langjährige Personalchef der Coop Schweiz für seine Tätigkeit im Nationalrat (1963–1983) sicher nicht beanspruchen. Doch während er innerhalb der sich neu orientierenden Sozialdemokratischen Partei (SP) immer stärker an den rechten Rand gerät beziehungsweise gedrängt wird, ist er auf eidgenössischer Ebene Mitglied der bedeutenden, für linke Politiker/innen aber schlecht zugänglichen Eidgenössischen Bankenkommission. Ist Stich also ein pflegeleichter, den Finanzbossen genehmer, ist er ein freisinniger Sozialdemokrat oder gar ein sozialer Freisinniger? Antworten auf diese Fragen sind Antworten auch auf jene heute stark interessierenden Fragen nach der Bedeutung der 30er und 40er Jahre für die Schweiz von heute.

Die politischen Erfahrungen, Erfolge und Misserfolge von Otto Stich sind aber zweitens auch deshalb interessant, weil sie die schweizerische Parteienkultur, ihre internen Kraftspiele und ihre Entwicklungen von den 70er Jahren bis in die Mitte der 90er Jahre spiegeln. Anfang der 80er Jahre ist Neuorientierung das Thema der SP: Stich gehört eigentlich zu den Verlierern dieser intellektuellen Wende und wird nicht müde, den gewerkschaftlichen Kräften das Wort zu reden. Daher kann sich die Parteispitze 1983 nur mit grosser Mühe und erst nach längeren internen Grundsatzdiskussionen über die bürgerliche Front gegen die offizielle SP-Kandidatin und über die Regierungsbeteiligung – 1984 mit einer Urabstimmung der Parteibasis – mit ihrem ungewollten Bundesrat abfinden. Dieser Konflikt mit der eigenen Partei, der zu Beginn seiner Bundesratszeit einen Höhepunkt erreicht hat, verfolgt Stich über lange Zeit. Immer wieder wird angesprochen, dass er die erste (SP-)Bundesrätin verhindert hat, ein politischer Fauxpas, der ihm parteiintern kaum verziehen wurde, in der Gesamtbevölkerung jedoch rasch vergessen ging.



Dieser Zwiespalt wird während der Bundesratsjahre von Stich immer deutlicher sichtbar: Im Bundesrat, im Parlament und in den Parteien wird der sozialdemokratische Finanzminister von Anfang an und immer stärker als sturer Querkopf empfunden, in der Bevölkerung dagegen genießt er ein Wohlwollen, das zu freudiger Anerkennung wird, wenn Stich – beispielsweise im September 1995 an der Auns-Gegenveranstaltung in Zürich – deutliche Worte findet.

Das Buch von Beglinger ist drittens auch ein Zeitdokument. Es gelingt ihm, fokussierend auf eine einzelne Persönlichkeit ein politisches Stimmungsbild der Eidgenossenschaft vorwiegend der Zeit von 1983–1995 zu zeichnen, das sich nicht an den starken Kräften der polemischen Polarisierung, sondern an jenen des politischen Pragmatismus orientiert. Eine Geschichte dessen, was möglich, aber auch dessen, was unmöglich, unerreichbar war. Das Buch von Beglinger bietet zudem auch Einblicke in eine politische Arena der Schweiz, die selten eingehender thematisiert wird: in den Alltag der bundesrätlichen Entscheidungsfindung. Mit vielen Details charakterisiert er facettenreich das Zusammen und Gegeneinander der Ratsmitglieder. Anhand der Erfolge und Misserfolge des Finanzministers wird deutlich, wie viele Entscheide emotional und persönlich motiviert sind, wie schnell dieses Gremium nach aussen hin seine Meinung ändern kann, wenn der Vorschlag nur von der richtigen Person eingebracht wird, und wie schwierig die politischen Positionen mit den geforderten kollektiven Solidaritäten in Übereinstimmung zu bringen sind.

Die flüssig lesbare Darstellung von Beglinger basiert auf rund einem Dutzend mehrstündigen Interviews mit dem ehemaligen Finanzminister, die vom November 1995 bis zum Januar 1996 geführt wurden. Oral History mit dem Kronzeu-

gen seiner selbst, Oral History aber auch mit Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, mit Parteigenossinnen und -genossen, mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern, mit Medienschaffenden und Leserbriefschreibenden. Dank der thematischen Gliederung der detailreich geschilderten Ereignisse gelingt dem Autor eine zusammenhängende, niemals ins Banale oder Wiederholende verfallende Schilderung des politischen Lebens eines sozialdemokratischen Finanzministers, der am Ende seines Bundesratsmandats so beliebt und glaubhaft ist, dass viele meinen, nur er könne dem politischen Populismus eines Christoph Blocher Paroli bieten. An der Kundgebung auf dem Zürcher Platzspitz im Herbst 1995 präsentiert sich Otto Stich in einer Integrität, die daran gemahnt, wie wichtig die Erinnerung an die Geschichte, bei Stich an die 30er Jahre, für die Bewältigung der Gegenwart ist.

Thomas Hildbrand (Zürich)

URS ALTERMATT ET HANSPETER
KRIESI (SOUS LA DIR. DE)
L'EXTRÊME-DROITE EN SUISSE
ORGANISATIONS ET RADICALISATION
AU COURS DES ANNÉES 80
ET 90

ÉDITIONS UNIVERSITAIRES, FRIBOURG 1995, FS 35.–

Jusqu'à la fin des années 80, les autorités fédérales se désintéressent de l'extrémisme de droite, les organes chargés de la sécurité de l'État s'attachant principalement à une seule cible: l'extrémisme de gauche et surtout ceux qui lui sont assimilés. En 1992, la publication du rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme qu'il soit de gauche ou de droite marque un revirement de cette politique, dicté notamment par l'affaire des fiches. Si l'extrémisme ne constitue pas encore «un problème grave», la recrudescence des actes

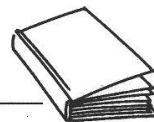
de violence contre les étrangers inquiète le Conseil fédéral. Sur mandat d'Arnold Koller, chef du Département fédéral de justice et police, l'historien fribourgeois Urs Altermatt et le politologue genevois Hanspeter Kriesi dessinent le paysage organisationnel et discursif de mouvements d'extrême-droite caractérisé par un certain nombre de dominantes: xénophobie et nationalisme, mythification de la Suisse, de l'Europe, et de la race blanche, défiance envers la démocratie, nostalgie d'un pouvoir fort. Contrairement à l'entre-deux-guerres, les attaques contre la gauche ne jouent qu'un rôle subalterne. Les étrangers, voilà l'ennemi!

Les auteurs de l'étude établissent une typologie des groupements et associations que l'on connaît en Suisse, tout en soulignant que la Romandie se distingue par une extrême droite de type intellectuel alors qu'en Suisse alémanique, on se trouve confronté à des mouvements plus enclins à l'agitation politique, avec une nette propension à la violence. Par souci pédagogique, l'étude répartit les 22 organisations et les 400 activistes d'extrême droite recensés en six catégories: les fascistes, la Nouvelle droite, les groupes nationaux-révolutionnaires, les frontistes et les négationnistes (ou révisionnistes), et enfin les skinheads. Les fascistes traditionnels caractérisent les groupes qui se réfèrent explicitement à l'idéologie et aux expériences du régime mussolinien et/ou nazi. Le problème est que l'appellation «fasciste» renvoie de manière extensive à l'action des régimes autoritaires européens et à l'idéologie de certains partis antiparlementaires de l'entre-deux-guerres. L'inflation du concept est confirmée par la description retenue, celle de Stanley G. Payne, qui décline le fascisme sur ses négations: antilibéralisme, anti-communisme, anticonservatisme; ses buts et son idéologie: création d'un nouvel État autoritaire, mise en place d'une structure

économique nationale interclasses, volonté de voir son État jouer un rôle nouveau dans le concert des nations (avec une propension à l'impérialisme), idéalisme et volontarisme culturel; sur son style et son organisation: importance de l'esthétisme et du symbolisme dans les meetings, mobilisation des masses sur un modèle militaire, évaluation positive de l'utilisation de la violence, exaltation de la jeunesse, direction charismatique et autoritaire. Actifs depuis le début des années 50, les «*Altfaschisten*» sont sur le déclin depuis les années 70. Gaston-Armand Amaudruz, fondateur en septembre 1951 du Nouvel Ordre européen (NOE), est leur figure de proue. Arc-bouté sur l'élément raciste, particulièrement évolien, la propagande du NOE fait référence au capitalisme «négroïde», au communisme «mongoïde» et même à l'anticolonialisme, par crainte du métissage.

Née en France à la fin des années 60, la Nouvelle droite (ND) est un mouvement à caractère intellectuel, actif principalement dans le domaine des publications et de la création de groupes de réflexion, qui cherche à reformuler le corpus idéologique de la droite radicale et à lui procurer une façade de respectabilité. Cette idéologie de droite apparue dans le champ culturel français se caractérise par une très grande hétérogénéité doctrinale, malgré la présence de convictions communes: refus de l'économisme tant libéral que marxiste, du syncrétisme «judéo-chrétien», de l'égalitarisme; défense de l'identité culturelle de l'Europe. La ND a servi de «think tank» à une partie importante de la droite libérale conservatrice, investi certains organes de presse à diffusion «grand public», trouvé un écho certain dans l'Université en activant des réseaux interdisciplinaires, et au moins attiré l'attention de quelques-uns des penseurs libéraux.

En constant effort de redéfinition, tant



de ses orientations et buts politiques que de ses fondements intellectuels et culturels, la ND peut se décliner en cinq orientations différentes, voire divergentes: la composante scientiste de nature positiviste ou néognostique; la composante communautariste, romantico-réactionnaire de type *völkisch*, véritable pétrification nationaliste (à tendance française ou paneuropéenne); la composante hostile au judéo-christianisme, prônant le néo-paganisme, l'ethno-pluralisme, l'europanisme et un «tiers-mondisme» axé sur la défense de la cause des peuples face à l'impérialisme utilitaro-humanitaire de l'Occident, brassant Heidegger, Louis Dumont et Dumézil dans son système de légitimation; la composante traditionaliste antimoderne constituée notamment par les évoliens; la composante anti-judéo-chrétienne post-moderniste, comprenant une visée impériale (l'Europe comme troisième Empire). Ses prises de positions anti-universalistes et anti-économistes l'ont parfois rapproché des courants qui, à gauche, s'efforcent de battre en brèche les évidences humanistes et utilitaristes dominantes. Son impact dépasse largement les frontières de l'hexagone, preuve en est sa présence en Suisse où les premiers cercles ont été créés à Genève au début des années 70, sans parvenir à percer outre-Sarine. La ND française, tout comme son homologue allemande, a contribué à la redécouverte de courants intellectuels de l'extrême droite d'avant-guerre en diffusant les écrits des théoriciens de la révolution conservatrice (Ernst Jünger, Karl Schmitt, Moeller van der Bruck) ainsi que ceux de Julius Evola.

Proches de la ND, les groupes nationaux-révolutionnaires se distinguent par une activité plus militante. Outre une idéologie nationaliste et raciste, ils prônent une troisième voie entre capitalisme et socialisme. La Troisième Voie s'est fait particulièrement remarquer à Genève depuis la fin des années 80. Manifestation typique-

ment suisse de l'extrême-droite, les fronts, surtout actifs outre-Sarine, défendent des idées xénophobes et racistes qui se manifestent dans des actes de violence contre les étrangers. Le Front patriotique, créé en 1988 par Marcel Strebel, s'est fait connaître par ses rassemblements et ses actions violentes contre les foyers pour requérants d'asile. Il a aujourd'hui disparu de la scène politique. Les négationnistes et les révisionnistes mettent en doute, minimisent ou nient l'Holocauste. Gaston-Armand Amaudruz contribue depuis longtemps à diffuser ces thèses. Jeunes, généralement apolitiques, les skinheads se signalent depuis le début des années 80 par leur penchant à recourir à la violence contre les étrangers. Entre 1985 et 1993, les activités skin sont surtout concentrées dans les cantons alémaniques de Suisse orientale.

Les attitudes extrémistes de quatre partis politiques de la droite populiste représentés au Parlement fédéral – les Démocrates suisses, le Parti de la liberté (ex-Automobilistes), l'Union démocratique et enfin la Ligue des Tessinois (Lega) – ne sont pas étrangères, pour l'équipe du professeur Kriesi, à la «normalisation» et à la banalisation du discours de l'extrême-droite. Intégrés dans le jeu politique démocratique, ces partis, tout comme leur discours xénophobe, nationaliste et isolationniste, acquièrent davantage de légitimité et sont progressivement acceptés par une frange de plus en plus large de l'opinion publique, créant un climat favorable à l'extension de cet extrémisme. Cette plus grande tolérance/acceptation explique aussi la dérive ultradroitière de certains partis bourgeois, l'aile zurichoise de l'Union démocratique du centre, ou le Parti démocrate-chrétien proposant de limiter à 18 % le nombre d'étrangers en Suisse, par exemple.

Bertrand Tappolet (Genève)